

COMMISSION POPULAIRE
D'OTTAWA

PARTIE I

CE QUE NOUS AVONS ENTENDU



30 JANVIER 2023

La Commission populaire d'Ottawa est un effort communautaire visant à promouvoir la guérison et la justice après l'occupation par convoi d'Ottawa-Gatineau en 2022. La CPO est un programme du Centre de santé communautaire du Centre-ville.



Table de matières

I. Aperçu

Occupation et violation des droits de la personne	3
Création et mandat de la Commission populaire d'Ottawa	7
L'absence d'une approche fondée sur les droits de la personne	8

II. Ce que nous avons entendu

Il s'agissait d'une occupation	10
C'était violent	17
Les résidents d'Ottawa ont été abandonnés	36
La communauté s'est mobilisée	52
Le convoi n'était pas sans partisans	59

III. Réflexions des commissaires

Monia Mazigh	63
Alex Neve	66
Debbie Owusu-Akyeeah	69
Leilani Farha	72

IV. Conclusions

75

La Commission populaire d'Ottawa est un programme du Centre de santé communautaire du Centre-ville.

Ce rapport reflète les opinions des quatre commissaires indépendants de la CPO et ne reflète pas nécessairement les opinions du Centre de santé communautaire du Centre-ville.



Aperçu

« Tellement de choses ont mal tourné et ont été négligées pendant cette occupation. Il y avait tellement de haine et de violence. Voir un tel manque de respect pour nos cérémonies et pour les protocoles qui doivent être respectés sur notre territoire a été bouleversant pour nos aînés. Il y avait tellement de désinformation. La communication était mauvaise et les gens avaient tellement peur. Cela n'aurait pas dû se produire. Nous devons tirer les leçons de cette expérience. Nous devons écouter les personnes qui l'ont vécue. Nous devons apporter des changements afin de ne pas revivre une telle situation. »

— Sheldon Kiishkens Ross McGregor, Première Nation Kitigan Zibi Anishinabeg¹

OCCUPATION ET VIOLATION DES DROITS DE LA PERSONNE

Pendant la majeure partie du mois de février 2022, les milliers de gens qui vivent et travaillent au centre-ville d'Ottawa ont enduré plusieurs semaines de violations généralisées des droits de la personne, dans un climat de menace, de peur, de harcèlement sexuel et d'intimidation marqué par le racisme, la misogynie, l'antisémitisme, l'islamophobie, l'homophobie, la transphobie et autres expressions de haine et d'intolérance. L'impact a été, inévitablement, le plus fort sur les personnes et les communautés les plus vulnérables.

Tout cela était la conséquence d'un convoi de manifestants qui s'est autoproclamé « Convoi de la liberté », dont beaucoup sont arrivés et sont restés dans de gros camions, des camionnettes et d'autres véhicules. Ils ont envahi et bloqué les rues et les quartiers du centre-ville d'Ottawa pendant une bonne partie du mois. C'était à tous points de vue un événement sans précédent. Rien de similaire n'avait jamais eu lieu dans la capitale. La manifestation en faveur du pipeline, « United We Roll », en 2019, au cours de laquelle des camions avaient aussi descendu sur la colline du Parlement, avait duré deux jours et n'avait pas eu le même impact perturbateur.

¹ Sheldon McGregor est un apprenti dans la cérémonie du feu sacré et travaille avec les aînés de la Nation algonquine à la transmission du savoir par des processus traditionnels. Il a procédé à une cérémonie d'accueil autochtone lors de la première audience publique de la Commission populaire d'Ottawa sur l'occupation du convoi le 21 septembre 2022.

Le samedi 29 janvier 2022, des centaines de véhicules et des milliers de manifestants du Convoi de la liberté ont convergé vers le centre-ville d'Ottawa. Les participants venaient de communautés de tout le pays, leur motif initial étant l'opposition à la vaccination obligatoire contre la COVID-19 pour les camionneurs commerciaux traversant la frontière canado-américaine. Les camions ont fait route vers Ottawa pendant une dizaine de jours avant d'arriver à destination, rassemblant de plus en plus de participants et de partisans à mesure de leur avancée. Même si les organisateurs du convoi ont affirmé qu'il y avait de la diversité parmi eux, ce qui est vrai dans une certaine mesure, l'écrasante majorité des manifestants étaient des hommes blancs.

À titre de capitale nationale, Ottawa n'est pas étrangère à de fréquentes manifestations et à de grands événements publics en plein air tels que les célébrations de la fête du Canada, dont beaucoup sont de grande envergure et perturbateurs. Les résidents et les commerces locaux l'acceptent et même s'en réjouissent. Alors que le Convoi de la liberté se rassemblait dans le centre d'Ottawa, se concentrant sur la colline du Parlement et ses environs, la police d'Ottawa a indiqué qu'à l'instar d'autres manifestations à grande échelle, elle s'attendait à ce que celle-ci se poursuive pendant la fin de semaine, puis se dissipe en grande partie. Ce fut loin d'être le cas, ce qui était probablement prévisible compte tenu des informations qui avaient circulé sur divers canaux de médias sociaux avant l'arrivée du convoi. Une occupation bien ancrée s'amorçait.

Une grande partie du centre-ville et d'autres quartiers de la ville ont été envahis pendant plus de trois semaines, dans des circonstances que plusieurs résidents ont qualifié de siège ou d'occupation. Au fil de l'évolution du convoi, ses revendications ont dépassé l'opposition à la vaccination obligatoire transfrontalière pour les camionneurs pour inclure un large éventail de questions liées aux protocoles de santé publique en matière de COVID et d'autres griefs.

Même si les manifestations étaient dirigées contre le gouvernement fédéral, bon nombre des revendications portaient sur des questions relevant davantage des gouvernements provinciaux. Certains chefs du convoi ont même publié un protocole d'entente demandant que le gouvernement fédéral soit remplacé par une combinaison d'organisateur du convoi, de partis d'opposition, du Sénat et de la gouverneure générale.

Ottawa est située sur les terres non cédées et non restituées du peuple algonquin Anishinabeg. Cependant, les organisateurs du convoi n'ont ni contacté ni consulté les aînés algonquins quant à leurs intentions d'occuper le centre-ville. Les participants autochtones et non autochtones du convoi ont organisé diverses cérémonies, au parc de la Confédération et ailleurs, sans toutefois avoir d'abord consulté ou respecté les coutumes des aînés locaux. Les membres des Premières Nations locales et d'autres peuples autochtones qui vivent dans la région d'Ottawa ont été particulièrement choqués de voir des slogans et des symboles sacrés ou importants pour eux, notamment des affiches et des drapeaux portant le message « Chaque enfant compte », affichés de manière ostentatoire sur les camions et ailleurs dans le convoi.

Il n'a pas fallu longtemps pour que de nombreuses rues soient complètement bloquées par des camions et deviennent impraticables. Les allées et les entrées des stationnements résidentiels étaient inaccessibles. Les transports en commun essentiels, y compris l'important Para Transpo utilisé par les personnes âgées, les personnes en situation de handicap et autres personnes à mobilité réduite, ont été annulés ou considérablement réduits dans tout le secteur.

Les résidents s'attendaient à être protégés et soutenus par la police et d'autres agents publics. Au lieu de cela, ils se sont sentis abandonnés. Ils ont vu les camions être dirigés vers le centre-ville ou vers le stationnement du stade de baseball appartenant à la ville sur le chemin Coventry à Overbrook. Ils ont

observé les policiers et les agents des règlements municipaux ne prendre aucune mesure pour faire respecter les règlements relatifs au bruit, au stationnement et à la sécurité publique, ni intervenir ou donner suite aux rapports d'incidents signalant des menaces, du racisme et des agressions. Ils ont été témoins d'échanges conviviaux entre certains policiers et des participants au convoi, tandis que leurs propres démarches auprès de la police pour obtenir de l'aide se sont souvent heurtées à l'indifférence ou une indication qu'ils ne pouvaient rien faire car ils attendaient des ordres.

Les résidents ont dû faire face à une situation chaotique et dangereuse en comptant essentiellement sur leurs propres ressources, en se mobilisant pour se soutenir mutuellement par le biais d'amitiés et de réseaux de voisinage, en renforçant la sécurité publique par des marches et des patrouilles communautaires, en embauchant même des agents de sécurité privés et en organisant leurs propres contre-manifestations pour dissuader ou empêcher d'autres camions d'entrer dans le centre-ville et de se joindre à l'occupation. Des avocats ont offert leurs services pro bono à la communauté pour introduire une demande d'injonction auprès du tribunal afin de faire cesser les klaxons des camions.

Plusieurs ont dû faire des choix difficiles entre ne pas sortir et s'enfermer chez eux ou quitter leur domicile et leur quartier pour habiter avec des amis et de la famille ailleurs, si cela était possible. Ces choix étaient particulièrement ardues pour les personnes les plus vulnérables ou les plus à risque d'abus, notamment les personnes en situation de handicap, les personnes souffrant de problèmes de santé mentale, les personnes âgées, les femmes, les personnes racisées et les personnes 2SLGBTQIA+.

Les résidents ne se sont pas seulement sentis abandonnés, il leur était difficile, voire impossible, d'obtenir des informations officielles fiables et à jour sur l'évolution constante de la situation en matière

de sécurité, afin de pouvoir décider en connaissance de cause si et où ils pouvaient sortir en toute sécurité, et à quoi s'attendre. Même les propriétaires d'entreprise et le personnel des Zones d'amélioration commerciales qui les soutiennent n'étaient pas en mesure d'obtenir des informations précises, significatives et actuelles de la part des autorités, pour les aider à prendre les décisions appropriées sur l'opportunité de rester ouverts et sur la meilleure façon d'assurer la sécurité des clients et des employés.

Les résidents et les propriétaires d'entreprise ont dû se renseigner eux-mêmes par le biais de reportages des médias, des canaux de médias sociaux, des réseaux communautaires informels et du bouche à oreille. De nombreuses personnes ont dit être mal informées de ce qui se passait, ce qui a ajouté à l'anxiété et à la confusion qu'elles ressentaient.

Pendant les semaines d'occupation, les résidents et les commerces ont dû faire face au retentissement incessant des klaxons à des niveaux de décibels dangereux, aux émanations nocives des moteurs de camion tournant au ralenti, aux railleries et aux agressions verbales et physiques pour avoir porté des masques dans les lieux publics, aux menaces et aux insultes racistes, homophobes, transphobes et misogynes, et à l'exposition à des drapeaux, à des bannières et à des pancartes portant des symboles haineux, antisémites et racistes, notamment des croix gammées et des drapeaux confédérés, ainsi que des messages obscènes tels que « vas te faire foutre, Trudeau ». Ils vivaient dans la crainte des dangers posés par les réservoirs de propane à proximité des feux à ciel ouvert, des barbecues et des feux d'artifice, et dans l'incertitude de savoir si des armes à feu ou d'autres armes étaient cachées dans l'un des camions.

La vie des gens a considérablement été perturbée. Les organismes d'aide vitale travaillant avec des groupes vulnérables, notamment les personnes en situation de handicap, les personnes âgées et les itinérants, ont suspendu ou réduit leurs opérations. Les églises et

autres institutions religieuses qui aident les sans-abris ont suspendu ou réduit leurs programmes en raison des inquiétudes concernant la sécurité de leurs clients, de leurs bénévoles et de leur personnel.

Un grand nombre d'épiceries, de pharmacies et d'autres commerces offrant des services essentiels ont fermé. Cela a entraîné des répercussions sur la capacité des gens à se procurer de la nourriture et à renouveler leurs ordonnances. Les livraisons ont été annulées et réduites, ce qui a eu de graves conséquences, par exemple, pour les personnes dépendant de la livraison d'oxygène à domicile. Plusieurs personnes ont dû annuler des rendez-vous médicaux et d'autres rendez-vous cruciaux soit parce que les bureaux étaient fermés, soit parce qu'il était impossible ou trop effrayant et intimidant de se rendre au rendez-vous. Un nombre important de restaurants, de boutiques et d'autres commerces ont dû fermer en raison de l'impact combiné du blocage de l'accès à leurs locaux et des inquiétudes concernant la sécurité publique.

De nombreux résidents du secteur travaillaient à domicile ou étaient des étudiants de niveau universitaire et collégial qui suivaient des cours en ligne pendant la pandémie de COVID-19. Il leur a été pratiquement impossible de participer à des réunions et à des cours en ligne, notamment en raison du bruit des klaxons.

L'impact sur la santé mentale des résidents du centre d'Ottawa a été alarmant. Les niveaux d'anxiété et de dépression se sont considérablement accrus, surtout en raison de l'effet combiné d'être piégés chez soi, du bruit incessant, d'une atmosphère menaçante et dangereuse qui régnait dans les rues autour d'eux et du sentiment d'être abandonnés par les autorités. Tout cela est venu s'ajouter aux problèmes de santé mentale existants découlant des restrictions de santé publique liées à la COVID et de l'isolement social au cours des deux années précédentes. Nombreux sont ceux qui ont eu des pensées suicidaires et qui ont même tenté de passer aux actes.

L'occupation a eu de sérieuses répercussions sur la sécurité et le bien-être des enfants et des jeunes. Des participants au convoi ont manifesté aux portes d'une garderie. Des drapeaux nazis étaient à la vue des écoles. Quelques établissements scolaires ont dû fermer pour des raisons de sécurité. Les émanations des camions garés très près des fenêtres d'une école ont suscité de graves inquiétudes quant à la santé des élèves et des enseignants qui s'y trouvaient. Un camion chargé de carburant et de matériaux combustibles stationné à côté d'une école secondaire représentait une menace encore plus grande.

L'impact s'étendait à la santé et au bien-être des animaux de compagnie, pour qui le bruit et l'impossibilité de sortir devenaient une source de désorientation et de stress. C'était cruel et dangereux pour ces animaux. Mais, c'était aussi une source d'angoisse considérable pour leurs propriétaires, ajoutant souvent aux problèmes de santé mentale.

Malgré cela, les résidents décrivent avoir subi des pressions répétées au sujet de leurs expériences. De nombreux responsables publics, notamment des officiers de police de grade supérieur, ont fréquemment fait référence aux manifestations comme étant pacifiques ou essentiellement sereines. Plusieurs commentaires ont été affichés dans les médias sociaux et ailleurs suggérant que quiconque choisit de vivre au centre-ville d'Ottawa devrait s'attendre et être prêt à faire face aux perturbations des manifestations dans la capitale nationale.

Les organisateurs du convoi ont insisté sur le fait qu'il était injuste de les blâmer, eux et les autres manifestants, pour les drapeaux ou bannières racistes ou haineux « non autorisés » déployés lors des manifestations. Ils ont décrit ces dernières comme étant majoritairement positives et marquées par un esprit de célébration et d'unité. Dans la mesure où les organisateurs ont reconnu un certain impact néfaste sur les résidents du centre-ville, ils ont insisté sur le fait que ce n'était pas eux qui étaient à blâmer, mais le gouvernement fédéral pour avoir imposé la vaccination obligatoire et refusé de les rencontrer.

D'autres blocages et manifestations du Convoi de la liberté ont suivi ailleurs au pays, en particulier aux postes frontaliers canado-américains, notamment au pont Ambassador qui relie Windsor (Ontario) et Détroit (Michigan) du 7 au 13 février, et à la frontière qui relie Coutts (Alberta) et Sweetgrass (Montana), du 29 janvier au 15 février.

Alors qu'il devenait évident que le corps policier, en particulier la police municipale d'Ottawa, n'était pas préparée et n'était pas en mesure de répondre à l'ampleur des menaces associées au convoi et que l'inquiétude grandissait quant aux conséquences économiques du blocage des passages frontaliers, le Premier ministre Justin Trudeau a pris la mesure extraordinaire d'invoquer la Loi fédérale sur les mesures d'urgence le 14 février, une première depuis son adoption en 1988.

Une opération policière de grande envergure, à laquelle participaient la GRC, la Police provinciale de l'Ontario, le Service de police d'Ottawa et d'autres forces policières, a donné lieu à des actions concertées de répression le 17 février et, dans la soirée du 19 février, les manifestants avaient été largement dispersés. Le 21 février, la Chambre des communes a approuvé la décision antérieure du gouvernement d'invoquer la Loi sur les mesures d'urgence. Cette loi a ensuite été révoquée par le Premier ministre à 17 h 00 le 23 février.

CRÉATION ET MANDAT DE LA COMMISSION POPULAIRE D'OTTAWA

La Commission populaire d'Ottawa sur l'occupation par le convoi (CPO) a été lancée en juin 2022, motivée par un grand besoin de guérison et de responsabilisation à la suite de l'occupation par le convoi. Lorsque les membres de la communauté se sont réunis, il est devenu évident que les traumatismes étaient encore nombreux, en raison des préjudices subis et du sentiment d'avoir été abandonnés. Sans oublier une certaine frustration

du fait que les examens officiels lancés par les gouvernements n'offraient pas d'espace aux membres de la communauté pour partager leur expérience et n'offraient que peu d'occasions de demander des comptes aux gouvernements pour leur incapacité à protéger les droits des résidents, des travailleurs et des propriétaires d'entreprises.

La CPO opère en tant que programme du Centre de santé communautaire du Centre-ville (CSCC), qui a travaillé avec les résidents locaux pour donner vie à cette vision d'une commission populaire.

Le mandat de la CPO est de fournir aux résidents locaux un espace pour partager leurs expériences de l'impact que le convoi a eu sur leur vie et leurs moyens de subsistance et de formuler des recommandations quant aux mesures qui permettraient d'éviter ou de minimiser le risque d'une épreuve similaire à l'avenir.

La CPO ne s'oppose pas officiellement au Convoi de la liberté, pas plus qu'elle ne le soutient. Ainsi, les commissaires ont fait savoir aux personnes qui ont témoigné qu'il n'y aurait pas de débat sur la science et les vaccins obligatoires, sur le port du masque et autres protocoles de santé publique. La Commission a exigé que les présentateurs soient des membres de la communauté d'Ottawa/Gatineau qui ont été touchés par l'occupation, et a demandé qu'ils s'en tiennent à cet impact communautaire dans leurs présentations et leurs soumissions.

Les quatre commissaires de la CPO, à savoir Leilani Farha, Monia Mazigh, Alex Neve et Debbie Owusu-Aykeeah, ont tenu des séances publiques de septembre à la mi-décembre. Au cours des quatorze audiences et des huit réunions communautaires, qui ont eu lieu en ligne et en personne, ils ont entendu et dialogué avec plus de 200 individus. En outre, plus de 75 soumissions écrites ont été reçues. La plupart des séances étaient ouvertes au public. Même si l'écrasante majorité des personnes qui ont fourni des témoignages, des commentaires et des soumissions aient décrit l'impact néfaste du convoi, quelques-unes

ont aussi parlé des façons dont elles estimaient que cet impact avait été positif et bénéfique pour elles.

La CPO diffère des autres organismes mis sur pied pour examiner la réponse au convoi, y compris la Commission sur l'état d'urgence (l'enquête Rouleau), le Comité mixte spécial sur la déclaration de situation de crise et les Vérifications de la manifestation du convoi effectuées par le Bureau de la vérificatrice générale de la ville d'Ottawa. Ces examens sont tous en cours conformément à une loi, à savoir la Loi sur les mesures d'urgence, ou de motions adoptées par le Conseil municipal et la Commission de services policiers d'Ottawa.

Contrairement à ces processus officiels, la CPO ne peut pas obliger les gouvernements à répondre à ses conclusions et recommandations. Elle n'a pas l'autorité légale, les pouvoirs ou les ressources dont disposent ces instances, tels que le pouvoir d'émettre des assignations et d'obliger la divulgation de documents.

Toutefois, étant donné que la CPO est une initiative communautaire qui offre une analyse de l'impact du convoi et de la réponse de la police et du gouvernement aux dommages causés par celui-ci du point de vue unique des résidents et des propriétaires d'entreprise qui ont vécu cette expérience, nous espérons que les gouvernements examineront attentivement ce rapport et prendront sérieusement en considération les recommandations qu'il contient.

L'ABSENCE D'UNE APPROCHE FONDÉE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

Contrairement à l'enquête Rouleau, au Comité parlementaire et à la vérificatrice générale, la CPO n'a pas examiné la façon dont les décisions opérationnelles ont été prises concernant le déploiement de la police, les processus décisionnels en place aux paliers municipal, provincial et fédéral, ni le financement et l'organisation du convoi. Elle n'a pas les pouvoirs, le mandat ou les ressources pour le faire.

Elle ne prend pas non plus position sur la question de savoir s'il était approprié et justifié ou non de recourir à la Loi sur les mesures d'urgence, même si elle note que plusieurs résidents lui ont décrit le soulagement qu'ils ont ressenti lorsque cette mesure a été prise.

La CPO s'est concentrée sur l'expérience des résidents d'Ottawa en ce qui concerne le convoi et son impact sur leur vie quotidienne. Ce faisant, elle a utilisé un cadre de référence des droits de la personne qui confirme l'importance du droit de manifester pacifiquement tout en reconnaissant qu'un large éventail de droits des résidents, des travailleurs et des propriétaires d'entreprises d'Ottawa et de Gatineau étaient en jeu pendant l'occupation par le convoi.

Nous avons conclu que les trois paliers de gouvernement n'ont pas réussi à répondre au convoi d'une manière qui reconnaît leurs responsabilités de faire respecter les droits des personnes qui vivent et qui travaillent dans les communautés touchées. Nous reconnaissons et affirmons fermement l'importance de respecter les droits liés à la manifestation, en particulier la liberté d'expression et de rassemblement pacifique. Mais, il y a des limites reconnues à ces droits, notamment en ce qui concerne la sécurité publique et le respect des droits d'autrui, surtout la sécurité et les droits des membres les plus vulnérables de la communauté.

Il est important de noter que le droit de manifester, aussi crucial soit-il, n'est pas indépendant des droits des personnes qui vivent et qui travaillent dans le secteur touché par la manifestation, ni le supprime. Le droit essentiel à l'égalité et à la non-discrimination des membres de la communauté, ainsi que d'autres droits tels que ceux liés au logement, à la santé, à l'alimentation, aux moyens de subsistance, à l'éducation et à la sécurité de la personne, doivent être respectés en tout temps, qu'une manifestation soit en cours ou non et quel que soit son degré de perturbation.

C'est là que nous avons constaté une abdication colossale de la part des gouvernements municipal, provincial et fédéral. Il ne semble qu'aucun de ces gouvernements n'a élaboré de cadre général des droits de la personne pour guider les décisions concernant les programmes et les services destinés aux résidents du centre-ville d'Ottawa, pas plus qu'ils ne procèdent à une évaluation régulière pour déterminer et comprendre les besoins en matière de droits de la personne des diverses communautés qui élisent domicile au centre-ville d'Ottawa.

En l'absence d'une approche solide en matière des droits de la personne, il n'est donc pas surprenant que face à une situation de crise comme l'occupation par le convoi, les considérations relatives aux droits de la personne n'aient pas figuré en bonne place, voire pas du tout, dans la réaction des gouvernements ou de la police. Cela est au cœur du sentiment d'abandon décrit de manière poignante par tant de résidents.

Le présent rapport s'articule autour des thèmes de l'occupation, de la violence, de l'abandon et de la mobilisation communautaire. Ces thèmes correspondent aux obligations en matière de droits de la personne, garanties par le droit international, la Charte des droits et libertés et les lois fédérales et provinciales sur les droits de la personne.

Au Canada, la responsabilité de faire respecter ces droits est partagée par tous les paliers de gouvernement. Cependant, les mécanismes visant à assurer une mise en œuvre significative et bien coordonnée des droits de la personne au sein de ces gouvernements ont longtemps été inefficaces.

La réponse à l'occupation par le convoi l'a démontré de manière frappante, car il y avait peu d'évidences d'une action concertée des gouvernements municipal, provincial et fédéral, même en pleine crise, pour

assurer le respect des droits des résidents d'Ottawa. Les complexités du fédéralisme et les jalousies ou désaccords juridictionnels entre les gouvernements ne peuvent jamais servir d'excuse pour faire fi des droits de la personne. Mais, bien trop souvent, notamment pendant l'occupation par le convoi, cela a été le cas.

La CPO présente son rapport final en deux parties, la première étant principalement le reflet de ce que nous avons entendu au cours de nos audiences, des consultations et réunions communautaires, et par le biais de soumissions écrites. En tant que telle, la partie I de notre rapport reprend principalement, de manière très importante et appropriée, les mots des personnes qui ont partagé leurs expériences et leurs idées avec nous². La partie II, que nous prévoyons de publier à la fin du mois de mars 2023, offrira une analyse plus complète et formulera des recommandations pertinentes.

² La CPO a vérifié l'identité de tous ceux qui sont cités. Pour protéger leur vie privée, certains ont choisi de n'utiliser que des prénoms ou de rester anonymes.

Ce que nous avons entendu

IL S'AGISSAIT D'UNE OCCUPATION

Plusieurs termes ont été utilisés pour décrire ce qui s'est joué dans les rues du centre-ville d'Ottawa, à compter de la fin janvier et pendant une bonne partie de février 2022.

- Les organisateurs et les participants qui sont venus de toutes les régions du pays ont parlé avec enthousiasme d'un Convoi de la liberté ou plus généralement d'un convoi de camionneurs. Ils le décrivent comme un rassemblement festif dans la lignée des célébrations annuelles de la fête du Canada sur la colline du Parlement.
- La police, les autres autorités et les médias ont souvent parlé des participants comme de protestataires impliqués dans une manifestation, en précisant parfois qu'il s'agissait d'une manifestation contre les vaccins, d'autres fois en la décrivant comme une manifestation de grande envergure contre diverses mesures gouvernementales, y compris mais allant au-delà des mesures de santé publique associées à la COVID. Certaines de ces descriptions insistaient, de manière incroyable, sur le fait qu'il s'agissait d'une manifestation pacifique ou essentiellement sereine.
- Quelques commentateurs se sont demandé si cela équivalait à de la sédition, notamment en référence au manifeste publié par certains organisateurs du convoi appelant à remplacer le gouvernement Trudeau par une sorte d'amalgame entre la gouverneure générale, le Sénat, les partis d'opposition et les dirigeants du convoi.

Les témoignages que nous avons entendus et les soumissions que nous avons lues montrent clairement que pour les résidents d'Ottawa, il s'agissait de bien plus qu'un convoi anodin et que c'était très différent d'une protestation ou d'une manifestation pacifique ou même légitimement provocatrice et perturbatrice. Les gens décrivent invariablement ce qu'ils ont vécu comme une occupation. Ils se sont sentis envahis et assiégés.

Les résidents se sont sentis en situation d'occupation en ce sens que leur communauté a été prise en charge par la force et sans leur accord, à la fois physiquement en bloquant les rues avec de gros camions et d'autres véhicules et en accostant les gens qui portaient des masques, ainsi que psychologiquement par des méthodes telles que les klaxons et l'affichage de symboles et de messages de haine, de racisme et de discrimination.

Il était évident pour les résidents que les individus et les groupes qui occupaient les lieux, dont certains s'étaient installés directement devant des maisons ou des commerces, ou bloquaient l'accès à leurs entrées ou à leurs stationnements, avaient l'intention d'obstruer la mobilité et l'accès aux quartiers du centre-ville, rendant impossible pour les gens de vaquer à leurs occupations quotidiennes normales. Ceux-ci se sentaient piégés et emprisonnés chez eux, craignant de sortir dans la rue.

Plusieurs commerces, notamment ceux du Centre Rideau, ont été contraints de fermer pendant une grande partie, voire la totalité de l'occupation, car l'accès à leurs locaux était bloqué, les fournitures ne pouvaient pas être livrées ou la situation était dangereuse pour les clients et le personnel.

Surtout, les résidents ont vite fait de comprendre que le convoi ne partirait pas. Il ne s'agissait pas d'une manifestation normale sur la colline du Parlement qui se disperserait à la fin d'une longue journée de protestation. Les manifestants étaient là pour rester, 24 heures sur 24, semaine après semaine, dormant dans leurs camions et souvent accompagnés de toute leur famille, apparemment prêts à rester aussi longtemps qu'il le faudrait pour satisfaire leurs revendications. En ce sens, les résidents ont eu l'impression d'être des pions, pris en otage par une force d'occupation.

Le terme « occupation » est certes lourd de sens et très chargé. Mais, la Commission populaire considère qu'il s'agit d'une description adéquate et précise de ce que les gens ont enduré.

Dans le dictionnaire, le sens ordinaire d'une occupation est « l'action d'occuper militairement un lieu, une ville, un pays ». Ce que nous avons entendu, ce sont de nombreuses descriptions d'une force se déplaçant dans le centre-ville d'Ottawa et s'appropriant le secteur.

Le convoi n'était évidemment pas une force militaire au sens où il ferait partie des forces armées d'un pays et il n'était pas constitué de soldats enrôlés et de recrues sous une structure de commandement militaire. Pourtant, avec le temps, plusieurs personnes ont compris qu'il existait une structure quasi-militaire derrière l'organisation du convoi et la manière dont ses participants étaient approvisionnés dans des aires de rassemblement. Les résidents en ont été les témoins et nous ont décrit comment, par exemple, le processus efficace de distribution de carburant, semblait similaire à ce à quoi on pourrait s'attendre du maintien des lignes d'approvisionnement d'une force militaire. Les gens ont également évoqué à maintes reprises leur crainte que les participants au convoi puissent à tout moment exercer une force dangereuse, voire mortelle, qu'il s'agisse de l'utilisation des camions comme armes, du risque d'explosion de propane ou de la crainte qu'il y ait des armes à feu dans certains camions.

En vertu du droit international, en termes militaires, une occupation décrit une situation dans laquelle un territoire est pris et passe essentiellement sous l'autorité d'une puissance étrangère. Il est reconnu qu'il s'agit d'une situation propice aux abus et à l'exploitation, à tel point que des traités internationaux, en particulier la quatrième Convention de Genève de 1949, ont été convenus par les États, dont le Canada, pour traiter des nombreuses préoccupations en matière de droits de la personne et de sécurité qui surgissent pendant une occupation. Il ne s'agit pas de suggérer de quelque façon que ce soit que cette occupation s'apparentait à une occupation militaire ou qu'elle était régie par le droit humanitaire international. Mais, certains des parallèles sous-jacents sont certainement présentes.

Au Canada, parler d'occupation résonne puissamment et directement avec la situation à laquelle sont confrontés les peuples autochtones, dont les terres et les territoires ont effectivement été pris et sont passés sous l'autorité d'une force extérieure, en particulier les grandes régions du pays, dont Ottawa, qui n'ont jamais été cédés ou abandonnés par les Premières nations, les Inuits ou les Métis par le biais d'un traité.

Il est donc important de comprendre ce qui s'est passé à Ottawa comme étant l'occupation de terres déjà occupées. L'affront et la détresse d'une telle expérience sont donc doublement préjudiciables pour les peuples autochtones de la ville et des territoires environnants. Des aînés, des militants et des organismes communautaires autochtones nous ont dit à quel point cela était troublant. Les organisateurs et les participants au convoi n'ont pas consulté les chefs et les aînés autochtones locaux et régionaux, et leur accueil traditionnel n'a pas été sollicité. Les protocoles relatifs aux cérémonies autochtones n'ont pas été respectés ou suivis, et les bannières et les messages autochtones, comme le puissant mantra «Chaque enfant compte», ont été cooptés et utilisés à mauvais escient.

Le convoi a, de fait, occupé le centre-ville d'Ottawa. Les résidents ont décrit la nature et l'impact de cette occupation de manière très puissante et personnelle.

Une compilation vidéo des témoignages entendus par la CPO est disponible ici.

«Ce n'était plus une manifestation. C'était juste pour dire qu'ils pouvaient le faire et qu'il n'y a rien que nous puissions faire. Alors, faites avec.»

— Sue

«J'étais prise au piège dans mon propre appartement. Je me sentais menacée par les occupants pour qui le stationnement situé juste en face de mon immeuble servait de point de rassemblement. J'avais constamment mal à la tête, probablement en raison du bruit et des émanations.»

— Anonyme

«Si ces camionneurs avaient été noirs ou autochtones, ils auraient été expulsés.»

— Sarah

«Je remontais la rue Kent tous les matins pour voir de quoi il en retournait vraiment. Ce que j'y ai vu, c'est un quartier vivant dans la peur.»

— Allan

C'est une occupation et les occupants sont des terroristes nationaux. Mais, puisqu'ils sont des hommes blancs en colère, on leur a permis de s'approprier notre ville, sans souci des lois et des mesures policières qui sont toujours si judicieusement (et souvent vicieusement) appliquées aux membres les plus vulnérables de notre communauté, à savoir les Autochtones, les Canadiens noirs, les homosexuels, les femmes, les immigrés, les sans-logis, les malades et les opprimés. Le fait que ces hommes blancs en colère n'aient pas été tenus responsables de leurs gestes de violence et de haine a révélé de manière frappante la pourriture qui sous-tend discrètement un si grand nombre de nos institutions gouvernementales et policières. C'est un échec dévastateur de la justice qui entraînera des répercussions à la grandeur du pays et sur le tissu de notre démocratie

— Amy

«Ces manifestants prétendaient défendre la liberté de tous. Mais, ils ont effrontément ignoré la nôtre. Qu'en est-il de ma liberté de profiter de la vie dans ma communauté? Qu'en est-il de ma liberté de marcher dans une rue de mon propre quartier sans être inquiété? Qu'en est-il de ma liberté de dormir la nuit, de me concentrer sur mon travail ou de respirer l'air du dehors? Qu'en est-il de ma liberté d'exister simplement sans être confronté à la violence et à la haine?»

— Anonyme

«Aucun manifestant n'a le droit de priver les gens de leurs moyens de subsistance et de menacer les résidents de sorte qu'ils soient prisonniers chez eux. Le retentissement des klaxons des camions a traumatisé les familles et les personnes âgées qui vivent au centre-ville. Cette menace de trois semaines aura un traumatisme durable sur ces résidents et leurs enfants pour les années à venir. Les manifestants du convoi n'ont pas le droit de faire autant de dégâts. On n'aurait jamais dû permettre que cela devienne incontrôlable.»

— Diane

«Ils nous ont enlevé toutes nos libertés de profiter de la ville et de nos communautés et de soutenir les commerces locaux.»

— Amanda

«Au cours des semaines, ils ont établi une présence qu'ils ont décrite comme pacifique et légale. Ils se sont prévalus de droits que nous n'avons pas en tant qu'Autochtones. Ils ont pu s'installer dans les rues publiques et les fermer, laisser leurs enfants dans des environnements dangereux (beaucoup d'enfants autochtones dans des milieux beaucoup plus sûrs ont été appréhendés par les services d'aide à l'enfance), faire du bruit persistant et inattendu qui ne respecte pas les règlements municipaux (ce qui est une forme de torture psychologique), faire des feux d'artifice sans permis, faire la fête toute la nuit (encore une fois à l'encontre des règlements), construire et installer des appareils (jacuzzi, cantine, feux à ciel ouvert, château gonflable) sans permis, et sans qu'ils soient démantelés par les agents municipaux.»

— Coalition autochtone d'Ottawa

«Je ne pourrai plus jamais regarder le drapeau canadien de la même façon. Que les gens le brandissent ou le fassent flotter, dorénavant, pour moi, c'est un symbole de l'occupation. Je me retrouve vigilante, regardant par-dessus mon épaule, ayant peur comme jamais auparavant.»

— Christine

«En ce qui me concerne, ce n'était pas une manifestation, mais une occupation. J'ai été affectée négativement par l'événement lui-même, par la rhétorique qui l'a entouré et par l'absence de réponse. J'ai eu l'impression que certains exercices de sollicitation d'opinions « équilibrées », comme l'audit de la ville, étaient une autre façon de minimiser l'impact sur les résidents du centre-ville et de légitimer l'absence de réaction de la ville et de la province en essayant de montrer que diverses personnes ont vécu l'événement différemment et que l'on devrait tenir compte de toutes les opinions de manière égale. Comment aurais-je pu ne pas être touchée, c'est là que je vis. L'expérience d'un participant à cet événement et celle d'une personne qui l'a vécu ne peuvent pas être traitées de la même manière, car elles n'ont pas le même impact.»

– Lisa

«Ces camions, ce sont vraiment des armes. J'ai été assez direct à ce sujet.»

– Mathieu Fleury

«Les gens ne pouvaient pas circuler librement dans la ville. Plusieurs n'ont pas pu se rendre au centre pour personnes âgées Good Companions à cause des barrages et n'ont pas pu fréquenter leur cercle habituel.»

– Jessica

«Plus près de mon bureau et de chez moi, l'occupation a pris la forme d'hommes à l'air furieux dans des camionnettes qui se promenaient avec des drapeaux canadiens attachés à l'arrière, à la manière d'ISIS. Pour la plupart des gens, cette activité non illégale semblait probablement inoffensive, inutile et peut-être un peu idiote. Pour moi, et je soupçonne pour bien d'autres, elle avait un caractère plus sombre. Ceux dont la propriété a été vandalisée pour avoir affiché des drapeaux arc-en-ciel, par exemple, sauront ce que je veux dire.»

– Allan

«L'occupation par le convoi était tout sauf une fête d'amour. Nos commerces locaux ont dû fermer leurs portes et les résidents craignaient de s'aventurer dehors comme ils le feraient normalement et de vaquer à leurs occupations quotidiennes. Nous avons tous été touchés par leur présence d'une manière ou d'une autre. Chacun a lutté à sa façon après l'arrivée de la COVID. La dernière chose dont les entreprises et les résidents du centre-ville d'Ottawa avaient besoin, c'était de subir un autre coup dur de la part de convoyeurs furieux et instables.»

– Stephanie

«J'ai remarqué à quel point la manifestation était bien organisée et financée. Tous les matins, à l'angle des rues Kent et Nepean, environ 40 à 50 manifestants se rassemblaient et écoutaient un homme brandissant un presse-papiers. Il distribuait des informations telles que "apportez votre linge ici avant 11 h 00 chaque matin pour qu'il puisse être lavé le lendemain", "le carburant sera livré à cette heure-ci, vous devez nous le faire savoir", "ne vous engagez pas dans des débats sur le rassemblement pour éviter toute nouvelle négative" Cette information était livrée comme une réunion préparatoire militaire»

– Cliff

«La fin de semaine, les véhicules du convoi étaient tellement serrés les uns contre les autres à l'angle des rues Kent et Somerset que les véhicules d'urgence ne pouvaient pas passer, si les résidents en avaient besoin. Cela a donné lieu à des défis de navigation inacceptables (supplémentaires) pour les services d'urgence de notre ville. Complètement dangereux.»

– Stephanie

«En tant que prestataires de services s'occupant des gens, nous pouvions entendre le retentissement incessant des klaxons alors que nous tentions de fournir des conseils et d'écouter les préoccupations des clients qui cherchaient à se prévaloir des soins de santé dont ils avaient grand besoin. Des clients qui vivaient dans le quartier nous ont dit qu'ils étaient stressés de ne pas pouvoir dormir ou travailler à domicile à cause du bruit incessant et des odeurs du diesel émanant de tous les véhicules. Des employés m'ont appelé pour me demander de l'aide et de transmettre les rapports au Service de police d'Ottawa parce que des clients avaient déposé des plaintes et signalé ce qui leur était arrivé dans la rue sans que le SPO ne retourne leur appel et réponde aux nombreux incidents de harcèlement, de violence et de dégradation de leurs immeubles.»

– Michelle Hurtubise

«Il y a un homme schizophrène qui arpentait mon pâté de maison une ou deux fois par jour. Il dormait fréquemment dans le stationnement de l'autre côté de la rue. Je ne l'ai ni entendu, ni vu depuis le convoi. Cet homme n'a pas soudainement décidé d'entrer dans un refuge. Je me pose donc la question suivante : mon quartier était son foyer, alors, où est-il maintenant? Pourquoi a-t-il été chassé de chez lui?»

– Pat

«La police est restée les bras croisés, sans rien faire. Alors la première nuit, je suis allé manifester seul sur la Colline. Des policiers se sont approchés de moi et m'ont dit, je cite : "nous savons que vous êtes ici pour exprimer votre opinion. Mais, si vous restez plus longtemps, nous ne pouvons pas garantir votre sécurité". Je leur ai répondu que j'avais le droit d'être là et que je ne bougerais pas. Ils se tenaient nonchalamment au coin de la rue, observant tout ce qui se passait. Parfois, ils prenaient des photos avec les manifestants du convoi. J'en suis resté bouche bée. Je me suis senti seul. Cela a renforcé le sentiment général des résidents que le SPO avait complètement perdu le contrôle de la situation et ne pouvait plus faire respecter la loi correctement.»

— Mat

Ce que nous avons entendu

C'ÉTAIT VIOLENT

Le droit de manifester pacifiquement est au cœur même d'une démocratie dynamique. Il découle de droits essentiels tels que la liberté d'expression, d'opinion, de rassemblement pacifique et d'association, tous garantis par la Charte des droits et enchâssés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et d'autres instruments internationaux relatifs aux droits de la personne qui lient le Canada.

Le centre-ville d'Ottawa n'est pas étranger aux manifestations. Ottawa est la capitale nationale qui abrite le Parlement, le bureau du Premier ministre, les bureaux des députés et des sénateurs, les ministères et de nombreuses ambassades. Tous ces lieux peuvent servir de site de protestation, comme la vaste pelouse devant le Parlement où des manifestations récentes ont porté sur les droits des Autochtones, le racisme et l'environnement, ou de cible de protestations, comme les manifestations à l'ambassade des États-Unis en opposition à « l'interdiction de voyager pour les musulmans » de l'ancien président Trump, à l'ambassade de Russie concernant l'Ukraine ou à l'ambassade de Chine concernant le traitement des Ouïghours par ce pays.

Les manifestations à Ottawa peuvent également, comme c'est le cas dans toute grande ville, porter sur des préoccupations locales telles que le maintien de l'ordre, le racisme et l'itinérance. L'hôtel de ville et le quartier général du Service de police d'Ottawa, tous deux situés au centre-ville, sont souvent le théâtre

de manifestations. Également situé au centre, à côté de l'hôtel de ville, se trouve le Monument canadien pour les droits de la personne où des manifestations et des veillées ont souvent lieu et où les marches de protestation commencent ou se terminent fréquemment.

Les manifestations peuvent attirer une poignée de manifestants, ou plusieurs milliers. Elles peuvent durer moins d'une heure, une journée entière ou s'étendre sur plusieurs jours. Elles peuvent se dérouler à un seul endroit ou se déplacer d'un endroit à un autre. Elles peuvent avoir demandé les autorisations nécessaires à l'avance ou procéder sans l'autorisation des autorités compétentes. Elles peuvent avoir peu d'impact sur les personnes qui vivent, travaillent et passent par le centre-ville d'Ottawa, ou peuvent être perturbatrices, notamment lorsque des rues sont fermées ou des intersections sont bloquées à la circulation.

Fait très significatif, les manifestations peuvent porter sur des questions controversées et litigieuses, et impliquer l'expression d'opinions impopulaires ou dérangeantes.

Les résidents locaux nous ont répété être d'ardents défenseurs du droit de manifester et qu'ils organisaient des manifestations ou y participaient eux-mêmes. Ils reconnaissent et sont même fiers du fait que tant de manifestations ont lieu au centre-ville d'Ottawa, dans leurs quartiers.

Ils ont toutefois souligné que le droit s'étend aux manifestations pacifiques. Ces manifestations peuvent être bruyantes, tendues, conflictuelles, provocantes et perturbatrices. Elles peuvent avoir été autorisées officiellement ou non. Mais, en bout de ligne, elles doivent être pacifiques. C'est précisément ce qui est protégé et défendu par la Charte et les normes internationales en matière de droits de la personne.

De nombreuses personnes ont souligné à quel point il était bouleversant d'entendre les représentants de l'ordre et d'autres fonctionnaires féliciter les participants au convoi de ne pas avoir eu recours à la violence et de décrire les manifestations comme largement, généralement ou essentiellement pacifiques. Elles ont demandé comment les résidents individuels pouvaient être en sécurité lorsque des policiers armés ne pensaient pas pouvoir intervenir en toute sécurité, sauf en nombre écrasant.

Ils ont également été profondément blessés par les reportages mettant l'accent sur le côté prétendument amusant du convoi, comme les châteaux gonflables, les jacuzzis et la musique, ou par les descriptions d'unité et de diversité des participants.

Dans l'ensemble, la communauté a vécu le convoi de manière tout sauf pacifique. On nous a plutôt fait des descriptions détaillées de la violence. Une violence physique et psychologique omniprésente, nocive et effrayante. Des actes et des menaces de violence. Une violence que beaucoup ont décrite comme terrorisante et traumatisante.

Dans ces récits, nous avons entendu parler de personnes violemment agressées et accostées dans la rue, y compris des personnes en situation de handicap et en fauteuil roulant. Nous avons entendu parler d'incidents violents liés aux exigences de la COVID-19 en matière de masques, tels que des menaces agressives et des insultes furieuses à l'encontre des personnes portant des masques, des masques arrachés de force du visage et de nombreux échanges houleux lorsque les participants au convoi ont été invités à porter des

masques dans des magasins, des cafés et d'autres établissements. Nous avons entendu parler de la violence laide et insidieuse de misogynie, d'homophobie, de transphobie, du racisme à l'égard des Noirs, des Asiatiques et des Autochtones, d'antisémitisme, d'islamophobie, des insultes contre les personnes autistes et en situation de handicap, et d'autres formes de discrimination et de haine. Cette haine était souvent exprimée par des drapeaux, des bannières et des affiches arborées par les participants au convoi, notamment des drapeaux nazis et confédérés. Elle s'exprimait aussi par la dégradation haineuse des biens des résidents et des petites entreprises, comme les drapeaux et les affiches de la fierté. Nous avons entendu parler d'une violence rampante par le biais de messages haineux et de doxing sur les réseaux sociaux. Nous avons entendu parler de résidents suivis de trop près par des camions ou par des personnes marchant derrière eux, pour les intimider. Nous avons entendu parler de confrontations furieuses et violentes contre des journalistes.

Nous avons également entendu parler de la violence de la principale tactique du convoi, à savoir faire entrer de gros camions et d'autres véhicules dans le centre-ville. Nous avons entendu plusieurs témoignages de camions accélérant et se précipitant vers des résidents alors qu'ils traversaient une rue, dans ce qui semblait être des actes d'intimidation violents. Le retentissement constant des klaxons, pendant des heures, à des niveaux de décibels qui causent une douleur atroce et qui peuvent entraîner des acouphènes et une perte d'audition, a été vécu comme une violence. L'effet des émanations de diesel des camions dont le moteur tournait au ralenti dans les zones résidentielles a été vécu comme une violence, en particulier par les personnes souffrant d'asthme et d'autres problèmes respiratoires.

La menace constante d'explosion que représentait la combinaison de réservoirs de propane, de jerrycans de carburant, de gros camions, de feux à ciel ouvert,

de barbecues et de feux d'artifice dans des espaces clos, a été vécue comme une violence. L'incertitude quant à la présence d'armes à feu dans les véhicules des participants au convoi a été vécue comme une violence. Et la menace que de gros camions et autres véhicules puissent à tout moment être utilisés comme des armes a été vécue comme une violence.

Cette situation n'était pas seulement gênante et bouleversante. Pour plusieurs, l'impact de cette violence a eu de graves conséquences sur leur santé mentale. La CPO a entendu de nombreux témoignages de personnes qui ont souffert de problèmes de santé mentale pendant le convoi, notamment des crises d'anxiété et de dépression, qui ont conduit certaines personnes à des pensées suicidaires ou même à des tentatives de suicide.

Les gens étaient tellement préoccupés par la violence qu'ils ont dû prendre des mesures extraordinaires pour rester en sécurité. Les journalistes qui couvraient le convoi ont embauché des agents de sécurité pour se protéger pendant qu'ils effectuaient leur travail, ce que des journalistes chevronnés nous ont dit n'avoir jamais eu à faire au Canada. Des condominiums ont embauché des agents de sécurité pour patrouiller leurs halls d'entrée et leurs aires de stationnement. Des marches communautaires ont été organisées pour accompagner les personnes vulnérables. De nombreuses personnes qui avaient la possibilité de quitter le centre-ville d'Ottawa et d'habiter avec leur famille et leurs amis à l'extérieur ou dans d'autres quartiers de la ville l'ont fait. La plupart des gens, cependant, n'ont eu d'autre choix que de rester et beaucoup ont dit à la CPO qu'ils étaient devenus des prisonniers chez eux, trop effrayés pour sortir.

Même si cela s'est passé il y a un an, l'impact de la violence se fait toujours sentir. Bon nombre de personnes ont mentionné à la CPO qu'elles continuent de souffrir de problèmes auditifs et respiratoires liés au convoi. Plusieurs ont indiqué qu'elles étaient toujours craintives, le son d'un klaxon ou la vue d'un drapeau

canadien sur un camion qui passe étant des éléments déclencheurs. Ce fut certainement vrai lorsque des manifestations associées au convoi ont émergé, comme Rolling Thunder en mai, ou que des rumeurs ont circulé à ce sujet, comme ce fut le cas pour la fête du Canada ou les discussions sur une manifestation du convoi 2.0 pour marquer le premier anniversaire. De l'avis de la Commission, rien de tout cela ne constitue l'expérience ou la réaction normale d'une communauté à une manifestation pacifique. Il s'agit plutôt du vécu et de la réaction d'une communauté à la violence, une violence ancrée dans l'extrémisme et la haine. Et les personnes les plus exposées à cette violence sont les membres les plus vulnérables de la communauté.

C'était peut-être la première fois que les membres les plus privilégiés de la communauté ne se sentaient pas en sécurité dans leur propre quartier. Pour d'autres, ce n'était pas leur première expérience de violence, de haine, de racisme et d'autres violations des droits de la personne. En fait, plusieurs résidents du centre d'Ottawa subissent de telles atteintes aux droits de la personne de façon continue alors qu'ils tentent de s'y retrouver dans un environnement rempli de menaces, souvent de la part de la police autant que de leurs concitoyens. Compte tenu de cette réalité, le climat de violence intensifié et inéluctable auquel ils ont été confrontés pendant l'occupation par le convoi était d'autant plus traumatisant.

Une compilation vidéo des témoignages entendus par la CPO est disponible ici.

«On était constamment victime d'intimidation tout simplement parce que nous portions un masque à l'extérieur.»

— Pat

«Un camion est un moyen de se déplacer d'une destination à une autre. Pendant le convoi, les camions étaient une nuisance, bloquant le centre-ville, transformant notre capitale pittoresque en une horreur. Mais, c'était plus que cela. Les camions peuvent servir à transporter des objets. Les camions sont lourds. Voici ce qui, pour moi, sépare le convoi des actes pacifiques de désobéissance civile. Pendant l'occupation, je n'ai jamais su ce qu'il y avait dans ces camions. À l'époque, nous ne savions pas comment cela allait se terminer. Ces camions transportaient-ils des matériaux qui auraient pu blesser quelqu'un?»

— Andrea

«Pendant l'occupation, le port de symboles de haine comme la croix gammée, le drapeau confédéré, des messages anti-LGBTQ et anti-trans sans que les leaders de la manifestation ou les participants ne prennent de mesures pour retirer ces éléments m'a fait comprendre, comme à beaucoup d'autres, qu'il s'agissait d'une manifestation qui acceptait et encourageait la haine.»

— Fareed

«Les convoyeurs et leurs partisans étaient ivres, buvaient dans les rues et cuisinaient sur des feux à ciel ouvert. Des feux d'artifice ont éclaté sur la rue Rideau. Il y avait des bidons de carburant partout dans les rues. Les rues et les ruelles étaient complètement bloquées par les camions. Le bruit constant était épuisant et énervant. C'était l'anarchie.»

— Evelyn

«De nombreuses personnes dans l'immeuble ont manqué des rendez-vous médicaux. Para Transpo ne pouvait pas venir.»

— Anastasia

«Je suis allé au dépanneur et une dame brandissant une pancarte s'est placée derrière moi et m'a poussé dans mon fauteuil roulant vers l'intersection.»

— Troy

«Le côté le plus permanent et personnellement dommageable de la chose était qu'ils avaient décoré leur nouvel habitat avec des signes qui les comparaient à l'Holocauste et à ses victimes. Des étoiles de David en papier et en tissu attachées à des vêtements jonchaient le sol. Qu'ils se comparent à mon grand-père et à notre famille m'a rendu furieuse.»

— Portia

«J'ai été opéré et mes amis m'ont ramené le 29, en haut de Nicholas. Ils ont tenté de tourner à gauche sur Laurier, mais les rues étaient fermées. J'ai marché six pâtés de maisons après. Alors que je me trouvais sur le pont, des manifestants sont venus vers moi parce que je portais un masque»

— Pierre

«À la seconde où j'ai mis les pieds dans le parc de la Confédération, trois hommes ont littéralement sauté devant moi. L'un d'eux m'a attrapé le bras parce que je prenais des photos des camping-cars auxquels ils étaient manifestement associés. Ces trois hommes m'ont attrapé par le bras. Ils m'ont soulevé physiquement et m'ont poussé. Je leur ai parlé aussi calmement que possible pendant tout ce temps, pour avoir une petite conversation avec eux. Mais, je portais un masque et cela a fini par les provoquer. Ils m'ont demandé pourquoi je portais un masque. Puis, ils m'ont affublé d'épithètes et m'ont demandé pourquoi je soutenais Justin Trudeau. Ils m'ont dit que j'avais subi un lavage de cerveau et que je devais partir et ne pas revenir. Pendant ce temps, quatre policiers dans une voiture de patrouille et un agent de la Commission de la capitale nationale observaient tout cela. Aucun d'entre eux n'a fait le moindre geste pour me prêter assistance. Ils n'ont pas quitté leurs véhicules. J'étais évidemment en pleine crise d'adrénaline et je leur ai demandé pourquoi ils [les policiers] restaient assis à regarder un citoyen se faire accoster dans un parc public. Pourquoi se contentaient-ils de regarder? Ils m'ont fait comprendre qu'ils avaient reçu l'ordre très clair de simplement observer.»

— Tim

«Si je me trouve trop près d'un bidon de carburant, mon oxygène pourrait devenir un accélérateur pouvant susciter une explosion. Les allumettes, les barbecues, les poêles, les chauffages d'appoint et les bougies posent un risque, sans parler de la cigarette, des pompes, des moteurs, des incendies et des pressions. Ces explosions pourraient me tuer. Il est clair que les rues d'Ottawa constituaient un danger pour moi. Alors, j'ai été emprisonnée pour la durée de l'occupation, chez moi. Et, la maison n'était pas sûre. Les gaz d'échappement et les émanations de diesel engouffraient mon appartement. Ma maison est devenue dangereuse pour ma respiration, avec une odeur nauséabonde de caoutchouc brûlé et le retentissement incessant des klaxons. Tous les aspects de la vie ont été touchés, à savoir dormir, manger, lire, travailler, entendre, penser, converser... seule la peur a prospéré.»

— Audrey

«J'ai été traité de c***e alors que je me rendais au bac à compost à côté de mon immeuble. On m'a craché dessus tandis que je marchais dans la rue. J'ai souffert de multiples attaques de panique au lendemain de semaines de klaxons hurlant leur haine et leur violence, chez moi, jour et nuit. Je suis complètement défaite socialement, psychologiquement, professionnellement et personnellement. Je suis incapable d'accomplir plusieurs tâches élémentaires de la vie.»

— Amy

«Le deuxième jour du convoi, j'ai été réveillé par le bruit d'un camion dans la rue, en contrebas de mon immeuble. Le camionneur ne cessait de klaxonner à sept heures du matin, aux portes d'une garderie. Je suis opérateur de centre d'appels d'urgence et je venais de terminer mon quart de nuit. Le camion m'empêchait de dormir. Je ne pouvais malheureusement pas me porter malade en raison de la pénurie de main-d'œuvre. Toute la nuit, j'ai craint de commettre une erreur à cause du manque de sommeil.»

— Mathew

«La cacophonie constante des klaxons, les sons percutants, le bruit des moteurs tournant au ralenti, en contrebas de notre immeuble et l'explosion occasionnelle et inattendue des feux d'artifice ont eu raison de notre calme et de notre bien-être, sans parler de la présence d'individus dans notre voisinage immédiat, gonflés à bloc pour défier, intimider et s'en prendre à tous ceux qui soutenaient les mesures de santé publique. Le transport aléatoire de produits inflammables dans la rue en contrebas de notre immeuble pour ravitailler les véhicules garés illégalement était aussi une source de stress et d'angoisse.»

— Paul

«Le personnel et les parents étaient harcelés par les klaxons des camionneurs lorsqu'ils accompagnaient leurs enfants à la garderie. Cela a eu un impact sur la capacité des parents à se rendre au travail et à l'école. Des enfants d'âge préscolaire étaient en larmes et l'un d'eux a demandé : "Pourquoi les gens qui nous détestent sont-ils encore là?" Après leur départ, ce même enfant a demandé : "Est-ce qu'ils vont revenir?"»

— Coalition autochtone d'Ottawa

«Sur la rue Bank, trois manifestants m'ont arrêté sur le trottoir et m'ont demandé de « faire la danse du dragon ». Je n'ai pas obtempéré, ce qui les a incités à me donner le choix entre danser ou être battu. Lorsque j'ai essayé de passer, j'ai été agressé à l'aide d'objets contondants (je crois que l'un deux était une batte et l'autre un tuyau) sous les klaxons et les acclamations des passants. Dire que j'en suis sorti indemne serait mentir. J'avais des contusions visibles sur le visage, le bras et le côté, qui ont mis une semaine à guérir. À la suite de l'incident, j'ai déposé un rapport de police auprès du Service de police d'Ottawa au début du mois de mars, qui a été rejeté par la suite. Je n'ai pas eu la force mentale ou émotionnelle de donner suite à cette affaire.»

— Justin

«Pendant toute l'occupation, je n'ai pas pu faire mes courses dans mes supermarchés car ils se rassemblaient autour des entrées et bloquaient les gens qui entraient avec des masques.»

— Gaye

«Mon père de 89 ans était aux urgences de l'Hôpital général et je ne pouvais pas sortir de mon stationnement pour le rejoindre car il était bloqué par des camions.»

— Anonyme

«La fourgonnette STORM (Street Team Outreach Mobile) et la fourgonnette alimentaire n'ont pas pu se rendre au centre-ville pour livrer de la nourriture, du soutien médical et des produits d'hygiène personnelle aux membres de la communauté qui vivent ou travaillent dans la rue. Le harcèlement du personnel du Minwaashin Lodge par des hommes blancs a eu un effet déclencheur et leur a rappelé qu'être une femme autochtone n'est pas sécuritaire.»

— Coalition autochtone d'Ottawa

«J'ai subi une chirurgie du dos et j'ai parfois besoin de faire livrer mon épicerie, ce qui n'était pas possible pendant l'occupation. Plusieurs aînés et résidents en fauteuil roulant de l'immeuble se sont également sentis pris au piège. Se plaindre était inutile car la police ne faisait rien!»

— Anonyme

«En tant que femme propriétaire d'une petite entreprise dans le centre-ville, j'avais peur de me rendre à mon bureau pendant l'occupation. Mes amis et mes collègues qui vivent au centre-ville m'ont raconté beaucoup d'histoires entourant le harcèlement et l'intimidation dont ils étaient victimes, en particulier les jeunes femmes, les personnes NAPDC et les membres de notre communauté LGBTQ+»

— Lisa

«Un des impacts les plus significatifs a été le déclin de 60% de gens qui se rendaient au Centre Wabano pour obtenir leurs vaccins. Ils avaient peur de venir au centre-ville.»

— Coalition autochtone d'Ottawa

«Les résidents devaient supporter la puanteur des émanations de diesel mêlée à l'odeur des matières fécales et du cochon rôti. Des stationnements ont été utilisés comme toilettes à ciel ouvert. D'autres aires hors du centre-ville servaient de lieux de rassemblement pour boire et klaxonner à toute heure (par exemple, Lansdowne).»

— Anonyme

«Les étrangers étaient surveillés, évalués et souvent montrés du doigt. J'ai été poursuivi dans la rue Lyon par trois hommes costauds qui me crachaient des obscénités sur les masques. Cela s'est produit parce que j'étais seul.»

— Allan

«Chaque fois que je quittais mon appartement, j'étais confrontée. On me disait de retirer mon masque car il n'était plus nécessaire, le mandat n'étant plus en vigueur depuis l'arrivée du convoi pour nous sauver, ou de l'enlever puisqu'il était inutile. Chaque fois qu'un individu s'approchait de moi, les manifestants qui se trouvaient à portée de voix venaient rapidement me dire d'enlever mon masque. Je me sentais assiégée à chaque fois. Il y a même un homme qui m'a dit de l'enlever tout en s'approchant de mon visage pour le faire lui-même. Je n'ai plus quitté mon appartement à pied jusqu'à la fin de la manifestation.»

— Evelyn

«Ils avaient des pancartes affirmant que les vaccins causaient l'autisme, comparant la COVID à la grippe et demandant aux gens s'ils préféreraient avoir un enfant autiste ou « attardé ». Ils m'ont insultée, ainsi que toutes les autres personnes autistes, en disant préférer que leur enfant soit mort plutôt qu'avoir un enfant comme moi. Ils ont perpétué la croyance voulant que les vaccins causent l'autisme et qu'il valait mieux être mort qu'en situation de handicap. Ils ont dit qu'il valait mieux que je sois morte plutôt qu'invalidée.»

— Portia

«Le bruit constant, la fumée et les coups de klaxon souvent effrayants ont ravagé une population fortement touchée par la maladie mentale. Je sais que les personnes en meilleure posture financière ont elles aussi souffert de cette occupation et je ne veux en aucun cas leur manquer de respect. Mais, les personnes défavorisées n'ont aucune option de fuite, aucune. Elles n'avaient pas d'autre endroit où aller.»

— Cliff

«Le moteur de gros camions garés sur la promenade Queen Elizabeth tournait au ralenti 24 heures sur 24, sept jours sur sept, juste à côté de maisons où vivaient des enfants. Des émanations de diesel emplissaient l'air, divers liquides s'écoulaient des gros camions sur la route, des klaxons retentissaient, des ordures jonchaient le sol.»

— Christine

«Les manifestations et l'occupation ont gravement affecté la distribution hebdomadaire de repas à emporter de l'église Knox pour nos voisins dans le besoin les samedi 29 janvier, 5, 12 et 19 février. Environ un tiers de nos invités ne se sont pas présentés, nous supposons en raison de l'anxiété, et la peur des manifestations.»

— Jim

«La meilleure amie de mon frère, qui vit à Hintonburg, a décroché son drapeau trans. Des camionnettes avec des insignes avaient fait le tour de son quartier toute la fin de semaine et elle ne voulait pas attirer l'attention.»

— Anonyme

«J'ai subi trois chirurgies du cancer en trois semaines pendant l'occupation par le convoi. Ma fille m'a aidée à faire l'épicerie parce que mes plats préparés étaient épuisés. Nous avons dû faire face à des manifestants qui se moquaient de nous, méprisant nos droits en tant que citoyens simplement parce que nous portions des masques.»

— Pierre

«L'utilisation des images et des affiches « Chaque enfant compte » a été pénible et déroutante pour de nombreuses personnes. La tentative de lier cette occupation anti-gouvernementale à la découverte des tombes anonymes d'enfants autochtones n'était rien de moins que dégoûtante.»

— Coalition autochtone d'Ottawa

«Après avoir vu dans les médias sociaux des membres de la Police d'Ottawa faire un poing bosse, congratuler, parler en termes élogieux et approvisionner les participants au convoi, je me suis dit qu'en cas d'incident, ce ne seraient pas ceux-ci qui feraient l'objet de violence policière. Ce seraient plutôt les membres les plus marginalisés de notre communauté.»

— Ro

«Après le 2 février, nous avons fui la ville. Nous avons payé de notre poche pour louer des chambres ailleurs. Même si nous étions partis, mon sentiment « de lutte ou de fuite » était en éveil. J'étais toujours en état d'alerte en cas d'affrontements violents partout où nous allions. Il a fallu des mois pour que ce sentiment s'estompe.»

— Anonymous

«Il ne faisait aucun doute que nous étions un centre islamique et ils ont brisé notre fenêtre.»

— Abdulrahman

«Un convoyeur m'a doxé et a publié mes informations sur Internet parce que je diffusais des renseignements sur ce qui se passait réellement et qu'ils voulaient garder cela sous silence. C'est là que les menaces et le doxing ont commencé. Les gens me disaient qu'ils garaient leurs camions devant chez moi et attendaient que je sorte mon chien.»

— Anonyme

«Je me sentais incapable de marcher en toute sécurité dans les rues de mon quartier. Je n'ai pas de voiture et je dois faire mes courses dans les magasins de mon quartier. Les envahisseurs, je ne justifierai pas leur présence en les qualifiant de manifestants, se trouvaient dans les magasins, sans masques à un moment où on nous demandait d'en porter, harcelant bruyamment les acheteurs qui portaient des masques. La direction, interrogée, a déclaré qu'elle ne pouvait rien faire car la police ne répondait pas à ses appels. L'air était chargé d'émanations de diesel et la persistance des klaxons était exaspérante.»

— Judy

«Le bruit était incessant. Vous pouviez le sentir dans votre poitrine avec les camions de transport. C'est comme un choc dans tout votre système nerveux et ça n'arrêtait pas.»

— Rachel

«Je porte un masque pour des raisons de santé. Je suis aussi une aidante secondaire pour ma mère de 85 ans qui a la maladie d'Alzheimer. Je porte donc un masque pour me protéger et protéger les autres. J'ai été harcelée par des partisans du convoi dans le quartier. Ils m'ont suivi en criant et en hurlant parce que je portais un masque, en s'approchant de mon visage. Ils ont ensuite filmé ma réaction de colère face à ce harcèlement. Ils m'ont nargué et m'ont dit qu'ils publieraient ma réaction sur Facebook et me doxeraient.»

— Dawn

«"Je viens tout juste d'en croiser un. Mon corps tout entier s'est figé sous l'effet de la peur et de la colère et j'ai failli m'évanouir". Ce n'est là qu'une seule ligne de textos échangés entre amis et voisins d'Overbrook qui vivaient dans la terreur et la crainte d'être envahis et occupés par ce soi-disant convoi de la liberté d'extrême droite.»

— Anonyme

«On m'a craché dessus le 29 janvier. Quelqu'un m'a jeté une canette de bière pleine et congelée alors que je faisais mon rapport.»

— Evan Solomon

«J'habite sur l'avenue Parkdale qui est adjacente à une bretelle d'accès. Je suis infirmière en soins intensifs qui a vu le pire de la COVID, sans parler d'autres patients en soins intensifs. Plusieurs travailleurs de la santé vivent sur l'avenue Parkdale. Pendant la phase initiale de l'occupation, la toute première fin de semaine, des camions de toutes tailles descendaient Parkdale à toute allure en klaxonnant. Ils roulaient sur les trottoirs, sans aucun égard pour les gens qui vivent dans ce secteur ou pour leur sécurité. Je ne travaille que de nuit et j'étais en fonction cette fin de semaine-là. Je n'ai absolument pas pu dormir à cause du retentissement des klaxons incessant. Il ne s'agit pas tellement de moi. Mais, les patients dont je m'occupais avaient une infirmière épuisée. Me porter malade était hors de question en raison de la pénurie. Alors, je me suis présentée au travail. J'ai probablement passé 36 à 40 heures sans avoir dormi tout en m'occupant de patients gravement malades.»

— Heather

«Je n'ai jamais eu à utiliser un agent de sécurité dans ma vie au Canada en 30 ans de reportage.»

— Evan Solomon

«Des feux d'artifice ont été tirés au niveau de mon balcon entre des immeubles de grande hauteur. Ce n'était pas correct. Trois personnes en situation de handicap vivent dans mon immeuble, à savoir un aveugle et deux personnes en fauteuil roulant. Para Transpo a suspendu ses services pendant les 22 jours de l'occupation. La personne aveugle a dû s'y retrouver dans ce monde en utilisant l'ouïe. J'ai le privilège d'avoir acheté les écouteurs antibruit les plus chers que j'ai pu trouver. Il n'a pas eu ce privilège. Ce n'était pas correct.»

— Paul

«Je souffre de douleur chronique. J'utilise des ventilateurs et du bruit blanc dans mon appartement pour combattre mes acouphènes et je pouvais encore les entendre malgré toutes les barrières que j'avais installées. J'ai mis des bouchons dans mes oreilles. Je les entendais toujours. Je ne pouvais pas dormir. J'ai perdu l'appétit. Cette pollution était très mauvaise pour mon asthme. Mon chien n'arrêtait pas d'aboyer et de trembler.»

— Dawn

«L'inquiétude était grande de devoir faire face non seulement au harcèlement sexuel, mais aussi aux agressions sexuelles. Je sais que beaucoup de femmes du centre-ville ont été victimes de harcèlement sexuel de la part de ces occupants.»

— Erica Ifill

«La rue Metcalfe était tout ce que les journalistes disaient qu'elle était, à savoir des fêtes, des rires, c'était bien. En revanche, si vous remontiez jusqu'à la rue Kent, l'ambiance était complètement différente. C'était menaçant et hostile. On avait l'impression que la violence pouvait éclater à tout moment. J'ai réalisé que Metcalfe était l'illusion et que Kent était la réalité.»

— Erica Ifill

«Trois manifestants m'ont menacé verbalement. L'incident a été enregistré par un résident du quartier qui passait par là. Je n'oublierai jamais comment la personne au visage non masqué la plus bruyante a crié dans le mien à une distance d'environ quatre pouces "débarasse-moi le plancher"»

— Jim

«Ce qui m'a le plus étonnée, c'est que les policiers n'étaient à l'aise qu'en groupe. Je suis célibataire et je vis seule. Comment puis-je marcher en groupe? Les personnes investies de l'autorité qui peuvent généralement répondre aux appels seules ou avec un partenaire, ont soudainement dû commencer à patrouiller notre quartier en groupes. Pour moi, voilà qui en dit long.»

— Kim

«J'ai pensé pendant les deux premiers jours, ce n'est pas un endroit où je devrais être pour ma propre sécurité en tant que femme noire qui est journaliste.»

— Erica Ifill

«Pendant le convoi, je me suis entretenu avec des dizaines et des dizaines de journalistes qui se sont sentis intimidés et déshumanisés à bien des égards par les manifestants. Certains se sont fait cracher dessus, se sont fait lancer des canettes de bière et ont même été doxés. Je peux également affirmer que beaucoup d'entre eux ont été menacés de préjudices corporels ou, dans de nombreux cas, de mort pour le simple fait d'effectuer leur travail et ce dans tous les domaines, mais plus particulièrement les femmes journalistes et les journalistes de couleur.»

— Brent Jolly

«On m'a beaucoup menacée. Les gens avaient mon adresse. Ils menaçaient de venir chez moi et nous avons dû déménager notre fille pendant un certain temps. Il ne me serait même pas venu à l'esprit d'appeler la police à ce moment-là.»

– Catherine McKenney

«La main-d'œuvre du Centre Rideau est un élément emblématique qui reflète toutes les entreprises ayant été touchées. Les gens qui travaillent au Centre Rideau n'ont pas pu être payés. Les entreprises pouvaient ouvrir et les restrictions étaient modifiées, ce qui donnait de l'élan à bon nombre d'entre elles avant la relâche de mars. Le Centre Rideau ferme habituellement un jour par année, soit le jour de Noël. Il est ouvert 364 jours par an. Pour la première fois de notre histoire, il a été fermé pendant plus d'une semaine. Il a été fermé pendant 23 jours consécutifs.»

– Mathieu Fleury

«Le gaslighting consistait à prétendre que la manifestation était non violente. Il était tout à fait évident lors de mes deux excursions parmi le convoi que la liberté et la sécurité des gens étaient affectées par les actions des participants du convoi, ayant pour résultat la blessure de bien des personnes sans leur consentement.»

– Anonyme

«À l'instar des victimes de violence conjugale et de contrôle coercitif, les personnes qui ont subi les méfaits du convoi ont vécu une torture psychologique, à savoir ne pas pouvoir dormir, ne pas se sentir en sécurité chez soi, être menacé et harcelé. Elles ont été victimes d'abus verbaux ou non verbaux. Il peut s'agir de cris ou d'intimidation physique sans que l'on dise quoi que ce soit. Il peut s'agir de faire ce qu'il faut, comme porter un masque tout en craignant d'être harcelé et rabaissé.»

– Anonyme

«Ceux qui sont censés aider, qu'il s'agisse du gouvernement, de la police ou de l'aide à l'enfance ont en fait permis, directement ou indirectement, les abus qui se produisaient. Dans ce scénario, je dirais que les citoyens d'Ottawa s'apparentent aux victimes de violence conjugale et de contrôle coercitif. Leurs rapports de violence ont été rejetés et ignorés par la police qui leur disait « ne portez pas de masques si vous ne voulez pas être harcelé », « ne le contrariez pas si vous ne voulez pas qu'il vous frappe » « ont-ils vraiment arraché votre masque, vous ont-ils vraiment frappé? » Le recours collectif est un exemple de l'exigence qui est imposée aux victimes individuelles d'intenter un procès. Nous vivons dans une société occidentale qui est fondée sur le blâme des victimes.»

– Anonyme

«Notre centre a été vandalisé au petit matin. Les images de sécurité indiquent qu'un inconnu a brisé notre fenêtre avec un marteau. Nous avons signalé cet incident. Mais, l'agresseur n'a pas été appréhendé.»

— Abdulrahman

«Faire les courses est devenu un jeu dangereux pour nous. On nous injuriait. On nous dévisageait. On se moquait de nous parce que nous portions des masques. Je devais me rendre à des rendez-vous médicaux au milieu de la zone d'occupation et j'ai fait tout ce que j'ai pu pour marcher près des policiers, aux bras croisés, afin d'éviter d'être agressé comme d'autres l'ont été.»

— Mark

«Je marchais vers le sud sur la rue Kent et un camion est venu et a roulé sur le trottoir en s'approchant de moi et j'ai juste tenu bon et le chauffeur a continué. Et à la dernière minute, il est en quelque sorte retourné dans la rue. Il y avait des policiers à l'intersection à un demi pâté de maisons. Si je me souviens bien, c'était entre Slater et Laurier. Alors à quoi bon rapporter quoi que ce soit ? Je n'arrêtais pas de les voir et ils regardaient les camions. Ils ne semblaient tout simplement jamais regarder les résidents.»

— Andrea

«Lorsque nous sommes sortis pour nous faire une idée de ce qui se passait, les problèmes sont immédiatement survenus. Nous portions des masques. Nous les avons enlevés après avoir parcouru environ un pâté de maisons parce qu'on se faisait crier dessus. Mon partenaire est d'origine libanaise et il a donc la peau plus foncée. Les gens nous criaient "tu ferais mieux de surveiller tes arrières", "tu ferais mieux de t'occuper d'elle", "qu'est-ce qu'elle fait avec toi?". Nous avons ensuite demandé à des policiers si quelque chose allait être fait et ils nous ont répété, dès cette première fin de semaine, qu'ils n'allaient pas faire grand-chose parce qu'ils ne voulaient pas provoquer ou enflammer les manifestants.»

— Julia

«J'ai consciemment changé la façon dont je me comportais avec mon partenaire lorsque je sortais. J'avais l'impression d'être entourée de personnes haineuses.»

— Anonyme

«Un camion affichait un slogan anti-trans sur sa carrosserie. Il est resté garé là pendant des jours. Plusieurs personnes queer vivent dans mon quartier et voir ce genre de discours haineux était extrêmement bouleversant.»

— Dawn

«Je suis descendu dans le hall de mon immeuble et les gardes de sécurité étaient là. Ils nous ont arrêté et ont dit que la porte était verrouillée et que si nous devons absolument partir, ils pouvaient la déverrouiller et nous escorter dehors mais qu'ils devraient la reverrouiller derrière nous parce que des menaces avaient été proférées.»

— Paul

«À l'époque, nous portions nos masques même à l'extérieur, pour nous protéger. Mais, en porter un était souvent un signe et vous pouviez être harcelé. Les usagers du TLR se faisaient harceler pour avoir porté un masque, dans ce quartier, dans cette zone rouge. Nous nous cherchions et nous identifions les uns les autres avec des masques comme étant en sécurité. Mais, nous les enlevions aussi pour ne pas être en danger. Je me souviens du regard des gens au-dessus de leur masque. Je n'oublierai jamais cette peur lorsque nous établissions un contact visuel. J'enlevais parfois mon masque à l'extérieur parce qu'il faisait de vous une cible. C'était un quartier qui avait été organisé de sorte qu'ils ne pouvaient pas gagner.»

— Catherine McKenney

«Des occupants du convoi m'ont harcelé. J'ai dû respirer des émanations de diesel étouffantes. J'ai été témoin de harcèlement, de railleries et de cris à l'encontre de mes voisins. J'ai été agressée par un occupant du convoi à l'angle de Kent et Somerset. Il a fait foncer sa camionnette alors que je traversais. Je lui avais crié de faire attention puisque j'avais le droit de passage. Il a foncé directement sur moi alors que je l'interpellais. Lui et son passager riaient et souriaient. J'ai pu m'écarter du chemin avant d'être entraînée sous le camion. Une fraction de seconde plus tard, un autre camion du convoi est passé à côté de moi à grande vitesse. Ce camion était très près de me percuter. Mon mari a été témoin de l'incident et nous avons porté plainte à la police. Il y a eu une enquête pour agression avec une arme mortelle. Mais, je n'ai pas pu identifier le suspect au moment de la séance d'identification. Ce fut une expérience très traumatisante.»

— Megan

«J'ai été victime de harcèlement de la part des occupants du convoi, j'ai été soumis à l'inhalation de vapeurs de diesel étouffantes. J'ai été témoin de mes voisins harcelés, raillés et criés dessus. J'ai été agressé par un occupant du convoi au coin de Kent et Somerset. Il a conduit sa camionnette pendant que je traversais la route. Je lui avais crié de faire attention puisque j'avais le droit de passage. Il a choisi de conduire son camion directement sur moi alors que je le grondais. Lui et son passager riaient et souriaient en faisant cela. J'ai pu m'écarter du chemin avant d'être traîné sous le camion. Une fraction de seconde plus tard, un autre camion de l'occupant du convoi est passé à côté de moi à grande vitesse. Ce camion était très très près de me heurter. Mon mari a été témoin de tout cela et nous avons déposé un rapport de police. Il y a eu une enquête pour agression avec une arme mortelle mais je n'ai pas pu identifier le suspect dans la file d'attente. Cette expérience a été très traumatisante.»

— Megan

«Ma voisine, qui est juive, a trouvé des sacs de déchets humains sur la neige, sur son petit jardin de devant, juste devant la fenêtre de son salon. Personne d'autre dans notre rue n'a vu ce genre de chose se produire.»

— Stephanie

«Nous avons entendu quelque part que de nouvelles voitures arrivaient. Un de mes bons amis et moi avons décidé d'aller manifester devant le poste de police et de nous placer sur le passage pour piétons pour qu'ils soient obligés de nous contourner. Un camion est arrivé, m'a percuté et m'a repoussé de 20 à 50 mètres. Les flics ont vu le camion me heurter et me pousser. Cela s'est passé après qu'un premier camion que nous avons bloqué ait accéléré et poussé une femme âgée en situation de handicap qui était assise dans sa marchette. Les flics n'ont rien fait. Ils se sont approchés de moi et m'ont demandé "ça va?". J'ai répondu "je ne suis pas physiquement blessée". Ils sont restés là. Ils n'ont pas parlé à l'occupant du camion. Ils n'ont pas noté la plaque d'immatriculation. C'est alors que j'ai réalisé que quelqu'un filmait et je leur ai demandé de m'envoyer la vidéo. Cela étant, la police ne m'a pas laissé faire une déposition.»

— Anonyme

«Sans provocation ni menace, un agent de sécurité s'est précipité sur moi. Il a posé ses mains sur moi et m'a poussé au sol. Dès qu'il l'a fait, plusieurs agents de la PPO se sont précipités, m'ont ramassé et m'ont conduit à une voiture de police. Je ne me souviens que vaguement de ces quelques secondes car j'avais une commotion cérébrale. À mon insu à l'époque, j'avais également subi une compression nerveuse au niveau du cou, ce qui m'obligera à subir une ablation et une fusion du disque. Je pense que la blessure au cou est due à la bousculade et que la commotion cérébrale est due à un coup violent porté à la tête lorsque la police s'est jetée sur moi. Alors qu'on me conduisait à l'intérieur de la voiture de la PPO, toujours dans un état de confusion, les policiers parlaient de m'accuser de voies de fait. Je n'y comprenais rien et je leur ai répété que j'avais été poussé au sol par un agent de sécurité et que je voulais qu'il soit accusé de m'avoir agressé. L'un des deux agents de la PPO m'a dit de me taire, qu'ils s'en fichaient, que si c'est ce que je voulais faire, je n'avais qu'à le faire un autre jour. J'ai demandé à plusieurs reprises qu'ils m'expliquent exactement pourquoi ils m'accuseraient, car j'étais confus. Ces deux agents de la PPO ne m'ont en aucun moment posé de questions sur mes blessures.»

— Anonyme

«Ma voisine de 13 ans était sur l'avenue Carling, après l'école, et attendait l'autobus qui devait la ramener chez elle. Il y avait quelques filles à l'arrêt. D'une camionnette, un convoi d'hommes dans la vingtaine s'est mis à crier aux filles "enlève-le, enlève-le". Les filles qui portent des uniformes scolaires portaient également des masques. Dans le contexte de la façon dont ces jeunes gens se comportaient, il s'agissait plutôt de "se déshabiller", point final ! L'autobus est arrivé et les filles sont montées à bord. Mais, pendant un moment, le camion est resté à côté et ces hommes dans la vingtaine ont continué à cibler ces jeunes filles et à leur crier dessus (même si elles étaient à bord de l'autobus).»

— Stéphanie

«Ce qui m'a vraiment marqué en tant qu'immigrante et d'après les expériences d'autres nouveaux arrivants, c'est que le convoi était traumatisant parce qu'il reflétait ce que les gens fuyaient.»

— Anonyme

«J'entendais les klaxons constamment, sans cesse, tous les jours. J'essayais de faire mes devoirs. J'essayais juste de ne pas devenir folle, assise dans mon appartement.»

— Brynn

«C'était si personnel qu'ils aient voyagé à travers le pays, se sont garés devant nos maisons, pour nous assaillir quotidiennement avec du son, allumer des feux d'artifice dans notre rue près des maisons et des fenêtres, traîner avec des symboles de haine et nous faire peur partir notre maison après la tombée de la nuit ou pas du tout».

– Rachel

«Moi-même, une personne âgée en situation de handicap, je me suis fait pointer un mégaphone au visage et on m'a fait des remarques négatives sur le fait que je portais un masque et que j'étais vacciné. J'ai été poussé par un jeune manifestant portant un drapeau canadien alors qu'il marchait dans la rue.»

– Cliff

«Vous devez nous voir. Parce que nous avons été laissés pour compte. Cette occupation, c'est la suprématie blanche sur stéroïdes et vous nous avez laissé croupir dans leur torrent de haine et de violence.».

– Amy

«Ce dont j'ai été témoin m'horripile en tant que Canadien et en tant que personne ayant porté un uniforme pour chaque Canadien.»

– Clayton

«Voir le drapeau nazi flotter et entendre « ce n'est qu'un drapeau, pourquoi en faites-vous tout un plat? » Du point de vue d'une personne juive et de notre histoire, il est très alarmant qu'il soit arboré sur la colline du Parlement et qu'ils soient tout à fait à l'aise avec cela. La police restait là, sans rien faire. C'est un symbole de haine et de génocide et la peur est née dans mon cœur.»

– Susan

Ce que nous avons entendu

LES RÉSIDENTS D'OTTAWA ONT ÉTÉ ABANDONNÉS

La responsabilité des gouvernements de défendre et de respecter les droits de la personne ne se limite en aucun cas à l'obligation cruciale de s'abstenir de commettre des violations de ces droits. Essentiellement, il incombe aussi aux gouvernements de prendre les mesures qui s'imposent pour protéger les gens contre les violations des droits de la personne commises par des groupes privés et des individus. Il s'agit d'une attente et d'un devoir qui sont au cœur de la relation entre les gouvernements et les citoyens, qui comporte des dimensions à la fois proactives et réactives.

Il est douloureux de constater que les trois paliers, à savoir municipal, provincial et fédéral, ainsi que les forces de police au sein de leur juridiction respective ont échoué de manière abyssale à respecter cette obligation fondamentale de protéger la population contre les violations des droits de la personne pendant l'occupation par le convoi.

Il s'agit d'une obligation souvent qualifiée de devoir de diligence raisonnable. Cela ne signifie pas que les efforts du gouvernement seront toujours couronnés de succès. Même lorsque les gouvernements et les responsables de l'ordre déploient tous les efforts possibles, ils ne seront pas toujours en mesure d'empêcher des violations et autres atteintes aux droits de la personne d'être commises par des groupes privés et des individus. Il ne sera pas non plus toujours facile de mettre fin à ces abus lorsqu'ils

se produisent. Mais, il existe un devoir de bonne foi de prendre toutes les mesures raisonnables pour ce faire et l'on attend des gouvernements qu'ils fassent tout leur possible et fassent de leur mieux pour assurer la sécurité des gens.

Lorsque les gouvernements abdiquent leur responsabilité d'assurer la sécurité des gens ou ne la prennent pas au sérieux, ils abandonnent essentiellement leurs obligations fondamentales en matière de droits de la personne et ils abandonnent les communautés envers lesquelles ils sont imputables. Tout au long de ses audiences et de ses réunions communautaires, la CPO a entendu des récits déchirants et angoissés sur ce point précis : l'abandon.

Le sentiment d'abandon est né dans les jours précédant l'occupation alors que les plans du convoi étaient partagés sur les réseaux sociaux et que des camions se rassemblaient à travers le pays, en route vers Ottawa. De nombreux résidents suivaient ces rapports avec une inquiétude croissante et étaient déconcertés par le fait que la police et les représentants des gouvernements semblaient soit ne pas être au courant et ne pas être informés, soit dédaigner et ne pas se préoccuper de la menace croissante.

Les gens ont ensuite été stupéfaits de voir un très grand nombre de véhicules, y compris de gros camions, être dirigés par la police vers les bretelles recommandées de l'autoroute 417, qui traverse la ville, pour emprunter des rues qui les menaient

directement au centre-ville d'Ottawa. Ils étaient ensuite autorisés à se garer où bon leur semblait, sans tenir compte des règlements de stationnement, même si cela bloquait les rues au point de les rendre impraticables et d'obstruer l'entrée et l'accès aux stationnements résidentiels. Les résidents de Vanier et d'Overbrook n'en croyaient pas leurs yeux lorsque le grand stationnement du stade de baseball sur le chemin Coventry a été cédé aux camionneurs qui l'utilisaient essentiellement comme camp de base et aire de rassemblement.

L'indignation était à son comble lorsque les résidents ont été témoins ou ont vu sur les réseaux sociaux des rencontres entre des policiers et des participants au convoi au cours desquelles des agents exprimaient leur soutien enthousiaste au convoi et posaient pour des autoportraits.

Il n'est pas surprenant qu'une fois que les camions et d'autres véhicules se sont retranchés dans ces lieux, les transformant essentiellement en campements, le défi de les retirer est devenu redoutable. Tout cela s'est déroulé en plein hiver à Ottawa alors que la mobilité dans les rues et sur les trottoirs, ainsi que l'accès aux entrées et aux stationnements, sont déjà considérablement limités et mis à mal par les chutes de neige, les bancs de neige, le déneigement et le temps froid.

Tout cela s'est fait sans aucune consultation des résidents ou des conseillers municipaux et apparemment avec peu de considération pour les besoins des résidents de ces quartiers. La CPO a entendu à plusieurs reprises que cette stratégie policière visant à accueillir et à accommoder les camionneurs, apparemment sans aucune restriction, a donné aux résidents l'impression qu'ils ne comptaient pas.

Le sentiment d'abandon et la réalité se sont rapidement intensifiés.

Les résidents du centre-ville entendaient

constamment des avertissements de la part de la police et d'autres responsables, affichés sur les réseaux sociaux et répétés dans des émissions de radio et de télévision, exhortant les gens à « éviter le centre-ville d'Ottawa ». Ces conseils semblaient oublier que des milliers de personnes ne pouvaient pas éviter le secteur, car elles y habitaient. Il véhiculait un message très fort d'abandon.

Les résidents s'attendaient, à juste titre, à ce que la police et les responsables des règlements municipaux prennent des mesures pour punir et réduire les actes criminels et pour faire respecter les règlements relatifs au stationnement, au bruit, aux moteurs tournant au ralenti, aux feux et à la sécurité publique. Ils supposaient que les gouvernements réagiraient de manière forte et décisive à ce qui était rapidement devenu une crise majeure. Mais, ce ne fut pas le cas. On les a abandonnés.

La CPO a entendu un nombre extraordinaire de témoignages sur les efforts déployés pour signaler les infractions et délits commis par les participants au convoi. Les gens ont dialogué directement avec la police ou les agents des règlements municipaux dans la rue et dans les parcs, notamment pendant une agression ou immédiatement après, lorsque des menaces racistes avaient été proférées, lorsque des klaxons retentissaient, lorsque des jerrycans de carburant étaient transportés à la vue de tous, lorsque des feux à ciel ouvert étaient allumés ou lorsque des personnes étaient menacées, heurtées intentionnellement ou presque par des véhicules du convoi. Ils ont signalé des menaces de mort. Ils ont essayé de faire des rapports à la police ou aux agents des règlements municipaux par le biais de formulaires en ligne, d'appels téléphoniques ou même en se rendant au quartier général du Service de police d'Ottawa.

Presque sans exception, dans toutes ces tentatives d'encourager la police à donner suite aux plaintes criminelles ou les agents des règlements municipaux

à faire respecter ces dits règlements, les gens se sont heurtés à l'inaction. Souvent, ils ne recevaient tout simplement aucune réponse. Nombreux sont ceux qui se sont vu répondre par la police qu'elle ne prenait pas de mesures coercitives dans la zone rouge et qu'elle attendait d'autres ordres. On leur a dit que la police ne disposait pas de ressources suffisantes pour intervenir ou qu'elle ne le faisait pas parce qu'elle craignait que de prendre des mesures contre les participants au convoi ne risque d'enflammer la situation. Les agents des règlements demandaient aux gens de décrire les véhicules qui les préoccupaient et s'il s'agissait, par exemple, d'un camion faisant partie du convoi, on leur disait que c'était l'affaire de la police. Mais, lorsque les gens faisaient un suivi avec celle-ci, ils étaient renvoyés aux agents des règlements.

Des résidents ont été dissuadés ou découragés de porter plainte lorsqu'ils ont tenté de le faire. La police leur faisait remarquer qu'ils n'avaient pas été blessés physiquement ou se demandait s'il y avait suffisamment de preuves photographiques ou de témoins oculaires. C'est également l'expérience de résidents qui ont reçu la visite de la police en réponse à des appels de personnes préoccupées par le fait que quelqu'un qu'elles connaissaient traversait une crise de santé mentale et pouvait être suicidaire. Dans l'un des cas, la police a réagi, mais s'est montrée agressive et impatiente avec la personne concernée, donnant l'impression que l'affaire n'était pas importante. Dans les cas où les résidents ont réussi à déposer un rapport officiel, il n'y a généralement pas eu de suivi à moins que le plaignant ne communique à nouveau avec la police pour demander une mise à jour, parfois plusieurs semaines plus tard.

La CPO a été particulièrement alarmée d'entendre parler de ce qui semble avoir été une absence quasi totale de police communautaire pendant l'occupation. À un moment où les dangers et les préjudices auxquels étaient confrontés les résidents, les entreprises et les organisations du centre d'Ottawa, en particulier dans la zone rouge, étaient évidents, la

police aurait dû, à tout le moins, vérifier régulièrement l'état des personnes qui couraient des risques accrus. On se serait attendu qu'elle le fasse, par exemple, dans les immeubles d'appartements et de condominiums où vivent un grand nombre de personnes âgées, en situation de handicap, à faible revenu ou racisées. On se serait attendu qu'elle le fasse auprès des organisations et des agences travaillant avec les itinérants et les sans-abris, les jeunes 2SLGBTQIA+, les femmes fuyant des situations de violence et d'abus et d'autres groupes vulnérables. Mais, il semble qu'il y ait eu un effondrement total de tout effort en ce sens. Des résidents et des défenseurs des intérêts de la communauté, qui avaient déjà des contacts avec des agents de liaison communautaire de la police, se sont fait dire par ceux-ci qu'ils avaient été redéployés pour se concentrer sur la situation de la rue Wellington, dans le voisinage immédiat de la colline du Parlement. Certains de ces agents auraient pris des nouvelles de leurs contacts communautaires pendant leur temps libre, car ils n'étaient pas autorisés à le faire pendant leur service.

L'abandon de certaines communautés a entraîné des répercussions spécifiques. La communauté musulmane, qui avait prévu d'organiser une vigile solennelle en personne le 31 janvier pour souligner le cinquième anniversaire de l'attaque terroriste dans une mosquée de la ville de Québec, a été informée que la police ne pouvait pas assurer la sécurité de l'événement et qu'il vaudrait mieux l'annuler. Celui-ci a eu lieu en ligne, à la grande déception de la communauté.

Les résidents du centre-ville d'Ottawa ont été abandonnés non seulement par la police, mais aussi par leurs gouvernements. L'impact sur les personnes en situation de handicap de l'annulation généralisée d'une gamme de programmes et de services essentiels, dont Para Transpo, est très préoccupant. Les personnes en situation de handicap ont été bouleversées par le mépris apparent des conséquences de la suspension ou de la réduction

de ces mesures de soutien et l'incapacité ostensible d'envisager des solutions de rechange, y compris avec l'aide de la police si nécessaire, pour assurer le fonctionnement de ces programmes et services.

Un manquement particulièrement flagrant de la part de la police et du gouvernement, qui a grandement contribué au sentiment d'abandon, est l'absence de mises à jour régulières des informations et des conseils. Les gens ont répété à la CPO qu'ils avaient besoin et qu'ils s'attendaient à un flux régulier d'informations officielles, en particulier au palier municipal, mais qu'ils devaient plutôt se tourner vers les médias, les réseaux sociaux et d'autres sources non officielles pour comprendre ce qui se passait, effectuer leurs propres évaluations des risques et prendre des décisions quotidiennes pour savoir s'il était assez sûr ou non de se rendre à un rendez-vous médical ou de faire l'épicerie.

Les gens s'attendaient à recevoir de l'information du gouvernement municipal concernant un plan de mobilisation de la communauté en réponse à l'occupation. Mais, en vain. Ils s'attendaient à savoir quand et comment les protocoles d'intervention d'urgence de la ville seraient activés. Mais, en vain. De nombreuses personnes ont également souligné à quel point il était bouleversant de n'entendre que peu de choses, voire rien, de la part du gouvernement provincial.

La CPO a également été informée de l'étonnant désintérêt et du manque de soutien de la ville à l'égard du recours collectif intenté au nom de la courageuse résidente du centre-ville Zexi Li, monté par une infatigable équipe d'avocats bénévoles du cabinet Champ and Associates. Cette action en justice, qui a servi de base à l'émission d'une injonction contre le retentissement incessant et nuisible des klaxons des camions, n'a reçu aucun soutien de la part des avocats ou des fonctionnaires de la ville. La ville d'Ottawa a finalement demandé et obtenu sa propre injonction plus large, traitant également des problèmes de

stationnement, plusieurs jours après que l'équipe juridique de Zexi Li l'ait fait.

Beaucoup de gens nous ont dit à quel point ils étaient soulagés lorsque le gouvernement fédéral a invoqué la Loi sur les mesures d'urgence le 14 février, plus de deux semaines après le début de l'occupation. Plusieurs nous ont aussi dit ne pas avoir perdu de vue le fait que la motivation première de cette action semblait être l'impact économique du blocage du pont Ambassador entre Windsor et Détroit, plus que les violations des droits de la personne et les problèmes de sécurité publique auxquels les résidents du centre-ville d'Ottawa étaient confrontés.

On ne nous a absolument pas dit ne pas vouloir de manifestations au centre-ville d'Ottawa, ni même que les participants au convoi n'auraient pas dû être autorisés à manifester dans la ville. Bien au contraire, nombreux sont ceux qui ont décrit avec ardeur l'importance du droit de manifester et reconnu à quel point il est essentiel qu'il soit défendu et respecté. Cependant, on ne comprend pas et on n'accepte pas que les manifestants soient autorisés à terroriser et traumatiser une communauté ou à violer les droits des personnes vivant dans les quartiers où ils manifestent, sans aucune imputabilité ou conséquence. Plusieurs ont fait référence avec incrédulité aux déclarations de l'ancien chef de police Peter Sloly au début de l'occupation, affirmant que la Charte des droits protégeait une liberté de mouvement apparemment sans entrave pour les conducteurs de gros camions.

Les résidents ont déclaré à la CPO qu'ils n'acceptaient pas qu'une communauté soit abandonnée à son sort et à ses propres moyens lorsque survient un événement aussi nuisible et traumatisant que l'occupation. Plusieurs d'entre eux ont vécu, été témoins ou entendu parler d'interventions policières rapides, agressives et même violentes dans le cadre d'autres manifestations, à Ottawa ou ailleurs, qui ont pu être perturbatrices ou même ralentir ou bloquer temporairement la circulation, mais qui n'ont en aucun

cas impliqué la haine et les violations des droits de la personne manifestées lors de l'occupation par le convoi. Ces manifestations qui impliquent souvent des communautés racisées et marginalisées, qui soulèvent des préoccupations telles que le racisme à l'égard des Noirs, le manque de respect envers les peuples autochtones, les sans-abris et la crise climatique ont été traitées très différemment, laissant une appréhension troublante de deux poids deux mesures qui n'a fait qu'intensifier le sentiment d'abandon ressenti pendant l'occupation par le convoi.

Il y a eu quelques exceptions. La CPO a entendu des résidents et des propriétaires d'entreprises qui ont beaucoup apprécié la réactivité des conseillers municipaux du centre-ville, en particulier Catherine McKenney et Mathieu Fleury, ainsi que du député provincial d'Ottawa-Centre, Joel Harden. Catherine McKenney a été félicité à la fois pour sa réactivité aux appels à l'aide, mais aussi pour ses efforts proactifs dans l'organisation de marches communautaires et d'autres actions pour assurer la sécurité des gens. L'initiative de Mathieu Fleury d'organiser des séances d'information quotidiennes avec des représentants du gouvernement, de la police et des entreprises a été très bien accueillie par les Zones d'amélioration commerciale du centre-ville. Lors de nos séances avec Catherine McKenney et Mathieu Fleury, tous deux ont utilisé à plusieurs reprises le terme « abandon » pour décrire ce qu'ont vécu les résidents du centre d'Ottawa pendant l'occupation par le convoi. La Commission populaire est tout à fait d'accord.

Une compilation vidéo des témoignages entendus par la CPO est disponible ici.



«Piégée, isolée, abandonnée sont les mots qui me viennent à l'esprit.»

— Anastasia

«Je ne me suis jamais senti aussi peu sûr et stressé de ma vie. Je me suis senti complètement abandonné par notre corps policier. »

— Anonyme

«Je me suis senti très ignorée et laissée pour compte par la police et la ville dès le départ. C'est un peu le problème d'Ottawa qui, quand quelque chose se produit, avise les résidents d'éviter le centre-ville, de ne pas conduire au centre-ville, de ne pas y aller. Elle ignore complètement les personnes qui y vivent et qui ne peuvent pas partir. »

— Lisa

« Le conseil d'administration du condominium a décidé d'engager un service de sécurité privé, les appels à la police n'ayant rien donné. »

— Evelyn

«Malgré tout l'impact quotidien sur ma vie, je peux honnêtement dire que l'une des choses qui m'a le plus blessée, et qui a été préjudiciable pour tous les Canadiens, a été le mantra répété par les médias et les politiciens qui les ont soutenus, à savoir que "c'est en grande partie une manifestation pacifique. »

— Pat

«Ça m'a littéralement semblé beaucoup plus long que trois ou quatre semaines. C'était un véritable enfer. Je ne pouvais pas aller à l'épicerie. Je ne pouvais pas aller au travail parce que je n'avais aucun moyen de m'y rendre. Ma crainte était que quelque chose se produise, qu'ils annulent les lignes d'autobus et que je sois coincé. »

— Evelyn

«Des êtres respirent et vivent dans ces immeubles du centre-ville d'Ottawa. Et vous devez nous voir. »

— Amy

« Le plus triste, c'est que le Service de police d'Ottawa n'a rien fait. Il n'a pas émis de constats d'infraction pour les klaxons ou les blocages de routes. Au contraire, il a pris des autoportraits avec des manifestants. De plus, il a émis des constats d'infraction liés au stationnement aux personnes qui ne pouvaient pas se rendre dans leurs rues, alors que les manifestants qui bloquaient les routes ne subissaient aucune conséquence. »

— Anonyme

«Le pire, c'était que la police ne faisait rien. On m'a fait croire que je ne me sentirais plus jamais en sécurité. Comment puis-je croire que la police me protégera, nous et la communauté? »

— Evelyn

« La communauté des maisons de chambres et des sans-abris a été frappée avec la force d'un ouragan. Il s'agissait d'une véritable injustice envers les personnes vivant en marge de la société et celles qui luttent au quotidien contre la toxicomanie et la maladie mentale. »

— Allan

«J'ai vu des foules qui se tenaient dans des rues fermées, des barbecues en plein air, des aires de jeux gigantesques pour les enfants et des bidons d'essence partout. Le plus décevant, c'est que la police ne faisait rien. Elle fraternisait avec ceux-là mêmes qui perturbaient notre quotidien. »

— Mario

« J'ai été choqué de constater que la ville n'avait pas fait de planification de base à l'avance et que l'atténuation de l'impact de la manifestation avait non seulement été omise, mais que le convoi avait été encouragé à élire domicile dans les rues.»

— Anonyme

«Nos responsables municipaux auraient dû nous protéger contre cette situation. Nos gouvernements municipal, provincial et fédéral ont laissé tomber les citoyens d'Ottawa. »

— Diane

«L'invasion a duré trois semaines. J'ai vu des voitures de police escorter les camions en ville et plaisanter avec les envahisseurs. Aucun comportement agressif et offensif n'a été arrêté, sauf par une action citoyenne. »

— Judy

«Je m'occupe de personnes qui ont des problèmes physiques et de développement. Tous les jours, elles exprimaient leurs craintes à l'égard du convoi et me parlaient des difficultés qu'il leur causait, notamment leur incapacité à se déplacer dans la ville comme elles en avaient l'habitude. Elles m'ont raconté que leurs trajets avec Para Transpo avaient été détournés ou annulés, que les visites et les activités familiales avaient été réduites, qu'elles craignaient de monter à bord des autobus et du TLR en présence de terroristes du convoi non masqués et agressifs. Les clients dont je m'occupe ont souffert lorsque leurs soignants ne pouvaient pas se rendre dans leurs résidences en raison des activités du convoi. Cela affectait souvent la disponibilité des repas et des soins hygiéniques. »

— Anonyme

«Pendant le Convoi de la liberté, les personnes en situation de handicap ont été privées de nourriture, de rendez-vous médicaux et de services auxquels elles auraient normalement accès. C'est inacceptable et cela ne doit plus jamais se reproduire. Une population entière privée de nourriture et de soutien n'est jamais un résultat acceptable. »

— Ro

«Les messages faisaient fi des résidents. Les médias parlaient principalement de manifestants "pacifiques", bien que les résidents aient signalé du bruit excessif, des cris, du harcèlement et des comportements antisociaux comme uriner en public. Encore une fois, j'ai eu l'impression que la ville, la police et les médias ignoraient les gens qui vivaient ici et qui n'avaient pas le choix, pour soutenir et faciliter la participation de ceux qui pouvaient choisir de venir faire la fête et de partir comme bon leur semblait. »

— Lisa

«Le POSPH a échoué. Quand vous créez un système où, compte tenu de l'inflation, les gens reçoivent de moins en moins d'argent chaque année, il n'y a pas d'argent pour les urgences. Donc, il n'y avait pas d'argent. Il n'y a pas d'argent pour les livraisons, l'épicerie, pour prendre un Uber. Les gens doivent donc gratter les fonds de tiroir parce qu'ils sont toujours au bord de la famine. J'aimerais que ce soit une hyperbole, mais ce n'est pas le cas. »

— Ro

«Je n'avais aucune confiance dans la police parce que j'observais de ma fenêtre qu'elle bloquait aussi l'accès. Elle interagissait avec les occupants et elle refusait de faire appliquer les lois.»

— Lisa

«Je n'ai plus confiance en aucune de nos forces de police. Je n'ai plus le sentiment d'être en sécurité dans ma communauté.»

— Beth

«Comment pouvons-nous faire confiance à leur jugement s'ils choisissent de fermer les yeux et de ne plus prêter attention au bien-être des résidents pendant trois semaines? D'ignorer, de ne pas reconnaître, de faire comme si rien n'était, puis de ne pas mettre à disposition des services ciblés, de ne tenir aucune assemblée publique communautaire, de ne procéder à aucune réflexion ou révision sérieuse et de ne présenter aucune excuse dans les mois qui ont suivi. Comment pouvons-nous croire que la ville assurera nos arrières quand nous en aurons besoin?»

— Jessica

«Les messages diffusés la première fin de semaine de l'événement m'ont donné l'impression d'être ignorée, comme si la ville et le service de police avaient commodément oublié que des gens vivent au centre-ville. Les messages de la ville et de la police demandant « d'éviter le centre-ville » étaient axés sur les personnes qui conduisent et celles venant d'ailleurs. On n'a pas tenu compte de ce que les gens qui vivent ici pouvaient faire, ni de ce qui serait fait pour minimiser les interruptions pour les résidents. On avait l'impression que la ville et la police se souciaient davantage de minimiser les perturbations de la circulation que de minimiser ce qui perturbait la vie des résidents du centre-ville.»

— Lisa

«En voyant les milliers d'infractions liées au bruit, à la pollution, aux débris, aux toilettes publiques et au stationnement du convoi, qui ont été ignorées et pour lesquelles aucune citation n'a été donnée, j'ai su que le règlement municipal n'était pas appliqué pendant l'occupation terroriste et je n'ai donc pas pris la peine de signaler les nombreuses infractions liées au stationnement, au bruit, à la pollution, aux blocages de voies et aux messages offensifs et racistes que je voyais presque quotidiennement.»

— Anonyme

«L'inaction de la police m'a choquée. J'avais l'impression d'être sans protection et d'être en danger. Constater que jusqu'à ce que l'activité commerciale soit menacée et affectée par le blocage des ponts, aucun palier de gouvernement qu'il soit fédéral, provincial ou municipal, ne s'est soucié de ce que vivaient les résidents du centre-ville d'Ottawa, à l'exception de quelques conseillers municipaux qui arpentaient quotidiennement les rues, m'a rendu folle. On s'inquiétait davantage des bâtiments, des monuments et du commerce que des gens. Ce fut une expérience horrible. J'ai complètement perdu confiance en nos élus et en nos représentants rémunérés pour assurer ma sécurité. »

— Judy

«J'ai quitté ma maison deux fois (avec mes animaux de compagnie) à cause de la peur, de l'anxiété et d'un sentiment d'impuissance, alors que j'assistais à la transformation de mon quartier. Je me suis sentie abandonnée par la police qui, je le croyais, était là pour assurer notre sécurité et notre protection. »

— Mary

«Nous avons communiqué avec nos élus maintes et maintes fois pour leur demander d'agir pour mettre fin à l'occupation. Mais, ils désignaient la PPO comme l'agent responsable de la décision des actions. Pourtant, dans ses conférences télévisées quotidiennes, le chef de police se référait constamment à son incapacité à résoudre les problèmes, jusqu'à sa démission éventuelle. Ce n'est que lorsque la Loi sur les mesures d'urgence a été mise en œuvre que des mesures ont été prises pour apporter un soulagement, calmer nos angoisses et rétablir la normalité dans notre vie quotidienne. »

— Paul

«Le quartier vivait en état de siège et se sentait coupé du monde, privé de livraison, de service d'OC Transpo, de Para Transpo, de taxis, d'Uber ou autre. Il n'y avait pas de police, il y avait donc un sentiment d'anarchie et de coupure avec le reste de la ville.»

— Tim

«Je ne pense pas que la police ait un problème de ressources, elle a un problème d'allocation de ressources. Comme je l'ai déjà dit, les Noirs ont continué à être harcelés et arrêtés pendant l'occupation. Il appert que la police consacre beaucoup d'argent à cela, sans en allouer beaucoup pour lutter contre la haine (...) Tout va ensemble et se connecte. Alors, je me suis senti abandonnée. Encore une fois, la police d'Ottawa, même en dehors de ça, continue d'abandonner ses citoyens. Moi aussi, je paie des taxes.»

— Erica Ifill

«Le chef de police a accordé aux véhicules et aux camions des droits garantis par la Charte dont seuls les citoyens, les êtres humains, peuvent se prévaloir. Il l'a dit et redit dans des déclarations publiques. Ces fausses affirmations et désinformation ont enhardi les manifestants ou les insurgés.»

— Terry

«Quel était l'intérêt de signaler quoi que ce soit? Je les voyais [la police] regarder les camions. Ils ne semblaient jamais regarder les résidents.»

— Andrea

«Dans la rue, il y avait des feux de joie et des réservoirs de propane parmi tout un tas de véhicules. Alors que je marchais sur la rue Kent, je ne pouvais pas en croire mes yeux. Mais, qu'étais-je censé faire? Je pensais qu'il serait responsable de ma part d'appeler le 311 qui m'a conseillé d'appeler le 9-1-1. Quand je l'ai fait, l'opérateur a dit qu'ils étaient au courant de ce qui se passait sur la rue Kent et que les gens avaient probablement allumés des feux parce qu'ils avaient froid. Je me suis sentie comme une idiote d'avoir soulevé la question parce que les autorités étaient clairement au courant, mais qu'elles ne feraient rien.»

— Kim

«Comment ne pas penser que si le monde a permis à ce Convoi de la liberté d'extrême droite de se garer dans nos cours, c'est parce que les résidents d'Overbrook et de Vanier n'ont d'importance pour personne dans le monde ou dans la ville. Les gens qui occupent des postes importants dans la ville oublient toujours de nous mentionner et de nous inclure lorsqu'ils racontent leur version des événements.»

— Anonyme

«J'étais anxieuse, stressée et effrayée par l'événement. Je me suis senti abandonnée par la ville et la police, frustrée par l'absence de réponse et impuissante à changer quoi que ce soit. J'ai eu l'impression que je ne comptais pas et que la ville, la province et la police étaient plus intéressées à minimiser tout média négatif qu'à intervenir. »

— Lisa

«C'était comme s'ils nous tenaient en otage et que les différents paliers de gouvernement avec lesquels ils tentaient de négocier ne se souciaient pas de nous. J'avais l'impression que personne ne se préoccupait de ce qui se passait. J'appelais la police tous les jours pour lui demander ce qu'elle faisait. On me répondait qu'il s'agissait d'une manifestation pacifique, ce sur quoi je n'étais pas d'accord. Je demandais à chaque fois si mes plaintes étaient consignées au dossier. On me disait que non. J'ai appelé mon conseiller municipal, mon député, mon député provincial et personne ne m'a rappelé, sauf un aimable adjoint administratif au bureau de mon député qui ne pouvait que m'écouter. Quoique très gentil, il ne pouvait rien faire. »

— Rachel

«Plusieurs commerces, notamment l'épicerie principale du quartier à l'angle de Bank et Somerset, ont dû fermer à certains moments. C'était perturbant et il n'y avait aucun moyen officiel de s'assurer que les gens pouvaient se procurer de la nourriture et des médicaments.»

— Lisa

«Un ami et moi sommes allés nous promener environ cinq jours après le début des événements. Trois agents de la police communautaire se trouvaient sur Slater et mon ami leur a posé des questions telles que, entre autres, « pourquoi la police ne fait-elle rien? ». Ils ont d'abord répondu qu'ils ne pouvaient rien faire/qu'ils n'auraient rien pu faire pour empêcher cela. Puis un officier a eu le culot de nous renvoyer la question : « que feriez-vous? », avec colère. Ce à quoi nous avons bien sûr répondu : « vous auriez pu ériger des barrages routiers, distribuer des amendes, arrêter les gens, cesser d'être copains avec les contrevenants, etc. » Cela ne leur a pas plu et on avait l'impression que nous les dérangions et que nous ne devrions pas remettre en question leurs actions/manque d'action. »

— Anonyme

«La première fin de semaine de l'arrivée des manifestants est une date solennelle pour les musulmans canadiens. C'est le jour où un tireur suprémaciste blanc est entré dans une mosquée à Québec en 2017 et a abattu six hommes musulmans qui y priaient. Le 29 janvier 2022 marquait le cinquième anniversaire de cette horrible journée et Canadians United against Hate ainsi que les membres des communautés religieuses d'Ottawa avaient prévu d'organiser une vigile interconfessionnelle. J'étais en contact régulier avec la conseillère municipale Catherine McKenney et un agent de liaison de la police d'Ottawa pour discuter de questions de lieu, de logistique et de sécurité des participants à l'approche de la fin de semaine. Nous communiquions fréquemment pour parler des discussions sur les réseaux sociaux des manifestants qui menaçaient de recourir à la violence. L'agent de liaison de la police d'Ottawa m'a conseillé d'annuler l'événement en raison de la probabilité croissante de violence de la part des manifestants et des inquiétudes pour la sécurité des participants.»

— Fareed

«Le 5 février fut probablement notre journée la plus difficile car nous avons décidé de tenir notre clinique de vaccination contre la COVID le samedi pour les enfants de 5 à 12 ans. Nous planifions cela depuis plusieurs semaines et nous savions que pour beaucoup de familles, nous étions le lieu de vaccination le plus pratique et le plus accessible. Des individus ont allumé des feux à ciel ouvert devant nos bureaux tout en buvant de la bière. Inquiète pour la sécurité des personnes qui se présentaient à leur rendez-vous, j'ai appelé la police d'Ottawa pour le signaler. On m'a répondu sans ambages qu'elle n'interviendrait pas parce que nous étions dans la zone rouge. J'ai réagi en envoyant sur Tweeter une photo des feux et qu'on nous avait dit qu'il n'y aurait pas d'intervention. Dans l'heure qui a suivi, la police et le service des règlements municipaux sont intervenus et ont heureusement sommé les personnes qui avaient allumé les feux de partir. Mais, ils ont aussi donné une contravention à une famille qui s'était garée dans un endroit accessible pour amener ses enfants se faire vacciner. »

— Michelle Hurtubise

«J'ai communiqué avec la police qui m'a répondu "désolé, nous ne pouvons pas nous rendre là où vous êtes en ce moment. Vous devez vous débrouiller seul, nous n'avons pas de ressources pour aider les résidents d'Ottawa". J'en suis resté coi. »

— Troy

«Toute l'attention portait sur la rue Wellington. Tout le monde, y compris la police, estimait que sa responsabilité se limitait à la rue Wellington et personne n'a tenu compte de ce qui se passait dans le quartier résidentiel, même après plusieurs semaines. Je me souviens avoir appelé l'agente de police communautaire qui m'avait été assigné et de lui avoir dit "écoutez, je dois me rendre dans cet immeuble. Les gens sont vraiment inquiets, voulez-vous m'accompagner?" Elle m'a répondu : "J'aimerais bien. Mais, je viens d'être réaffectée à l'occupation et je dois me rendre à Wellington". J'ai dit "l'occupation se passe aussi sur Metcalfe, c'est là que je vous demande de venir". Même dans leur esprit, lorsqu'ils répondaient à l'occupation, il s'agissait du Parlement, de ce qui se passait sur la colline à Wellington. Je ne suis pas certaine que même à ce jour, on reconnaisse clairement ce qui est arrivé aux gens. »

— Catherine McKenney

«Le transport en commun était un vrai casse-tête étant donné tous les détours et les annulations. Plusieurs résidents, par exemple sur la rue Rideau, avaient besoin des services de Para Transpo. Ils ne pouvaient pas y accéder ou s'y rendre dans la zone... et c'était pour faire leur épicerie, aller chez le médecin. Il ne s'agissait pas de seulement prendre l'autobus. Il s'agissait d'accès aux services essentiels. »

— Mathieu Fleury

«La ville ayant abandonné la structure de commandement de la police, si on appelait le 311 pour signaler que quelqu'un s'était garé illégalement, par exemple sur un trottoir de la Basse-Ville, l'opérateur du 311 demandait : « veuillez décrire le véhicule ». Je n'ai jamais entendu ça en 12 ans. Vous appelez le 311, vous dites « il y a quelqu'un qui enfreint le règlement sur le stationnement », ils envoient un agent qui s'en occupe. C'est devenu un script du 311. Si le véhicule portait des drapeaux de la « liberté », ils prenaient en compte la plainte et la transmettaient au centre de commandement. Celui-ci ne s'intéressait qu'à la rue Wellington.»

— Mathieu Fleury

«Lorsque les gens n'avaient plus le droit d'apporter du carburant. Mais, j'en voyais qui marchait avec des bidons d'essence géants et j'ai aussi vu, au bout du même pâté de maisons, une voiture de la PPO garée. Je me suis approché et je leur ai dit « hé, ces gens-là apportent de l'essence ». Ils m'ont dit que ce n'était pas leur juridiction et que je devrais m'adresser au SPO. J'ai donc marché un demi-pâté de maisons de plus jusqu'à ce que j'aperçoive une voiture du SPO. Ils m'ont dit que ce n'était pas leur juridiction et que je devais m'adresser à la PPO. Personne ne savait ce qui se passait. »

– Anonyme

«Il n'est pas normal que la police ait dirigé la circulation vers la rue Kent, la Basse-Ville et Overbrook, les trois quartiers les plus pauvres de la ville. Il n'est pas normal que l'occupation se soit produite dans le quartier Somerset, le quartier le plus pauvre de la ville. Il n'est pas normal que le chef Sloly et le maire Watson aient permis que cela se poursuive. »

– Paul

«Une fois, un véhicule s'est approché de moi et d'un autre piéton. Tout de suite après, en rentrant chez moi, j'ai vu deux voitures de police et je leur ai raconté ce qui venait de se passer. Ils m'ont demandé « es-tu blessé? » et je leur ai répondu « non, je ne suis pas blessé, mais voilà ce qui s'est passé ». On ne m'a rien demandé de plus. »

– Jim

«La plupart des préoccupations et des anecdotes contenues dans ce rapport ont été transmises à divers membres de la PPO qui se garaient souvent à cet endroit. Bien que les agents aient été respectueux et empathiques, leur refrain constant jusqu'à la dernière fin de semaine de l'occupation était qu'ils ne disposaient pas des ressources adéquates pour relever les défis que l'occupation posait et qu'ils ne pouvaient réagir qu'en accord avec les directives de leurs autorités supérieures. »

– Jim

«La police ou la ville ne nous ont pour ainsi dire pas aidés. Le 30 janvier, je me suis plainte du bruit auprès du service des règlements municipaux. Mais, les agents chargés de les appliquer n'ont pris aucune mesure efficace et n'ont pas donné suite. J'ai passé des appels, rempli des rapports en ligne sur le bruit, rien. J'ai signalé que les camions stationnés sur Queen bloquaient l'autobus d'OC Transpo de la rue Lyon et laissaient tourner leurs moteurs au ralenti. Des bidons d'essence jonchaient la rue. J'ai pris des photos. Tout le monde s'en foutait. Personne n'est venu, rien n'a été fait. J'ai demandé à une agente en patrouille d'enquêter. Elle l'a signalé. J'ai attendu une heure dehors, rien. J'ai même appelé la GRC au sujet des bidons d'essence. Rien n'a été fait. »

– Dawn

«À un moment donné, j'ai dû m'aventurer hors de mon appartement pour m'approvisionner à l'épicerie à l'angle de Metcalfe et Lisgar. En m'approchant de Metcalfe, les émanations des énormes camions étaient étouffantes et les coups de klaxons étourdissants. Il n'y avait pas de policier en vue. Un groupe de camionneurs est entré dans l'épicerie en se frayant un chemin à grands cris. Un acheteur s'est approché d'eux et leur a demandé de se masquer. Ils l'ont alors harcelé bruyamment. Je suis allée chercher le gérant du magasin qui m'a dit qu'il ne pouvait rien faire car la police ne répondait à aucun de ses appels. »

— Judy

«La police de la région, les agences de sécurité et les responsables politiques chargés de maintenir la paix, l'ordre et le bon gouvernement ont manqué à leur devoir envers les résidents du centre-ville d'Ottawa. Ils n'ont pas été à la hauteur et n'ont pas bloqué les centaines de véhicules qui entraient dans le centre-ville pour se rendre à la colline du Parlement. »

— Ken Rubin

Ce que nous avons entendu

LA COMMUNAUTÉ S'EST MOBILISÉE

Comme c'est souvent le cas lorsqu'une communauté fait face à des difficultés, pendant l'occupation par le convoi, les résidents d'Ottawa se sont rassemblés de diverses façons pour s'entraider, se soutenir, se protéger et se sentir solidaires. La CPO a entendu à maintes reprises que pour plusieurs, cette mobilisation communautaire remarquable, et souvent courageuse, a été le seul point positif encourageant pendant l'occupation.

L'élan de mobilisation et d'entraide a été une réaction directe à trois autres dimensions abordées précédemment dans ce rapport, à savoir l'occupation, la violence et l'abandon. Étant donné que les quartiers avaient été occupés au point que les rues étaient impraticables, effrayantes et dangereuses, étant donné que les gens s'attendaient à diverses formes de violence et en faisaient l'expérience et étant donné que les résidents et les propriétaires d'entreprises avaient l'impression d'être abandonnés par les policiers et les responsables gouvernementaux chargés de faire respecter la loi, il était compréhensible et inévitable que la mobilisation au niveau communautaire cherche à combler ce vide, afin de rassurer et de fournir un soutien pratique à ceux qui en avaient besoin.

Nombreux sont ceux qui ont lancé ou qui ont participé à des initiatives visant à protéger les personnes en danger. Ces actions ont pris la forme de marches de sécurité communautaire très

médiatisées, dont certaines ont été organisées par des conseillers municipaux du centre-ville, ainsi que d'un accompagnement officieux et spontané des personnes qui craignaient ou étaient nerveuses à l'idée de traverser les secteurs occupés par le convoi. Les gens se sont également efforcés de prendre des nouvelles de leurs voisins qu'ils savaient particulièrement vulnérables, notamment les personnes âgées et les personnes en situation de handicap.

Parmi les défis et les préoccupations les plus graves auxquels de nombreuses personnes se sont heurtées pendant l'occupation par le convoi, notons le simple fait de pouvoir se procurer l'épicerie et d'autres produits de première nécessité, y compris les ordonnances et autres fournitures médicales essentielles dans les pharmacies. La majorité des magasins du centre-ville étaient fermés ou avaient considérablement réduit leurs heures d'ouverture. Le Centre Rideau a été fermé pendant toute la durée de l'occupation, du jamais vu en quarante ans d'histoire. Il était intimidant et souvent physiquement impossible pour de nombreuses personnes, surtout celles à mobilité réduite, de se rendre dans les quelques magasins qui restaient ouverts ou dans d'autres quartiers d'Ottawa pour obtenir ce dont elles avaient besoin. Para Transpo, sur lequel comptent de nombreuses personnes en situation de handicap et personnes âgées, a suspendu ses opérations pendant l'occupation.

Les gens se sont donc regroupés pour aider ceux qui n'avaient pas facilement accès à la nourriture, aux médicaments et autres produits de première nécessité. La communauté des personnes en situation de handicap a notamment déployé des efforts remarquables pour préparer et distribuer des repas à d'autres personnes en situation de handicap. Dans les condominiums et les immeubles d'habitation, les résidents ont pris des dispositions informelles pour partager les provisions entre eux.

De nombreuses personnes se sont inquiétées de ce qu'elles ont perçu comme une incapacité des autorités à évaluer et à documenter correctement les violations des droits de la personne et autres préjudices liés à l'occupation par le convoi. Parallèlement à la couverture du convoi par des journalistes des grands médias qui ont souvent été menacés, insultés et accostés lors de leurs reportages, nous avons entendu parler d'importantes initiatives communautaires de journalistes qui se sont efforcés de faire en sorte que les expériences des résidents négligés et marginalisés retiennent l'attention. Nous avons entendu de ceux qui ont passé un temps considérable à surveiller les réseaux sociaux, à prendre des photos des plaques d'immatriculation des camions garés illégalement et à documenter ce qui se passait dans les rues. La CPO a examiné et évalué certaines de ces informations et les a trouvées très utiles.

De nombreuses personnes ont organisé ou participé à des manifestations au sujet du convoi ou même contre celui-ci. Certains l'ont fait en petit nombre et même seuls, se tenant courageusement au cœur des secteurs occupés à proximité de la colline du Parlement ou d'autres endroits du centre-ville d'Ottawa, avec des pancartes exprimant leur opposition à l'occupation. Nous avons entendu des gens qui ont régulièrement manifesté devant le quartier général du Service de police d'Ottawa, cherchant à attirer l'attention sur l'absence de mesures coercitives de la part de la police.

Solidarité Communautaire d'Ottawa, qui rassemblait des militants de syndicats et de groupes communautaires, a organisé une marche de Lansdowne à la périphérie du centre-ville qui a attiré

des milliers de participants le 12 février, ainsi que d'autres événements et rassemblements les fins de semaine suivantes pour résister à l'occupation et promouvoir la solidarité.

Nous avons également entendu quelques personnes qui ont participé à ce que l'on a appelé la « bataille du pont Billings » le 13 février, un exemple remarquable de mobilisation communautaire qui a empêché un grand nombre de véhicules d'entrer dans le centre-ville et de se joindre à l'occupation.

De nombreux programmes et services mis à disposition par les organismes communautaires ont été suspendus ou réduits pendant l'occupation en raison de problèmes de sécurité et de l'impossibilité pour le personnel et les bénévoles de se rendre sur les lieux. Nous avons cependant entendu parler des efforts déterminés de quelques organismes pour continuer à offrir certains de leurs programmes, en particulier pour les membres vulnérables de la communauté. Ils l'ont fait avec peu ou pas de soutien ou de protection de la part de la police ou du gouvernement.

La communauté s'est également mobilisée dans le domaine juridique. Une initiative herculéenne visant à initier dans un délai très court un recours collectif colossal, qui a servi de base à une demande judiciaire d'injonction pour faire cesser le bruit des klaxons, est un exemple particulièrement inspirant. Courageusement menée par une jeune femme, Zexi Li, au nom des résidents du centre-ville, l'affaire a été véhiculée par un petit groupe d'avocats pro bono du cabinet Champ and Associates, situé au centre-ville. On nous a parlé des nombreuses façons dont les membres de la communauté et les bénévoles ont aidé l'équipe juridique, notamment en distribuant des informations aux camionneurs, en offrant de l'aide pour des conseils et des recherches juridiques, et même en assurant des patrouilles de sécurité pour le cabinet d'avocats.

Au milieu des traumatismes et des préjudices liés à l'occupation, à la violence et à l'abandon associés au convoi, ces nombreux exemples rappellent véritablement le potentiel considérable, l'immense valeur et l'impact concret de la mobilisation communautaire.

Une compilation vidéo des témoignages entendus par la CPO est disponible [ici](#).

«Pendant toute la durée de l'occupation, mon téléphone était allumé 24 heures sur 24. Je faisais des pieds et des mains pour apporter de la nourriture à ceux qui craignaient de sortir de chez eux.»

— Troy

«Il vous faut bien comprendre que le centre-ville n'est pas un tas d'immeubles de bureaux vides. Pleins de gens y vivent.»

— Amy

«Compte tenu de l'escalade des tensions dans la ville, nous avons établi une règle tacite, à savoir ne jamais se promener seul dans les rues. Si un gars sortait, quelqu'un l'accompagnait. Cela nous a facilité la vie et aucun d'entre nous ne voulait voir ses voisins se faire harceler, moquer ou blesser. »

— Allan

«Un grand nombre de personnes âgées vivent dans mon immeuble. Certains d'entre nous se sont rassemblés pour aider nos voisins, comme aller chercher des médicaments ou de la nourriture pour eux, etc.»

— Anonyme

«L'école publique de Devonshire a demandé à l'Association communautaire de Hintonburg d'assurer une présence dans les rues le matin et l'après-midi après que des participants au convoi aient harcelé deux mères et leurs enfants parce qu'elles portaient un masque. Un incident s'est produit devant l'école et l'autre près de Rosemount à Wellington. À 7h du matin, nous nous tenions au coin des rues. Il ne s'agissait pas d'une contre-manifestation. Nous étions juste là pour que les parents de ces jeunes enfants de l'école primaire ne fassent pas l'objet de harcèlement ou d'intimidation.»

— Stéphanie

«Nous avons mis à disposition un programme, six jours par semaine, pendant toute l'occupation. Environ la moitié de nos demandes provenaient de bénéficiaires du POSPH. Beaucoup d'entre eux étaient à mobilité réduite et utilisaient des fauteuils roulants et des marchettes. Ils m'ont dit que le convoi rendait la ville dangereuse pour eux.»

— Ro

«Q : Vous avez dit avoir manifesté parce que vous vous sentiez impuissant et en colère. Aviez-vous aussi peur?

R : Oui, absolument, j'ai eu peur. J'avais peur pour les gens de ma communauté. Mais, je pense qu'à ce moment-là, les gens avaient besoin d'une sorte d'espoir, d'un symbole de résistance ou de quelqu'un qui fasse quelque chose, n'importe quoi.»

— Mat

«De merveilleux citoyens de cette ville portant des couvre-chefs se sont arrêtés dans leurs véhicules, ont baissé leurs fenêtres et nous ont remerciés d'être là [contre-manifestation devant le poste du SPO] même s'ils ne se sentaient pas en sécurité.»

— Clayton

«Pendant l'occupation, les gens avaient soif d'espace pour partager cette histoire. Ils mourraient d'envie de parler à quelqu'un qui les écouterait. Ce moment sur Twitter devait durer une heure. Il a duré deux heures et 45 minutes parce que nous avons besoin d'entendre tout le monde.»

— Erica Ifill

«J'ai commencé à recevoir des nouvelles des résidents qui se trouvaient plus près de la zone de rassemblement sur le stationnement du Hampton Inn. C'est à ce moment-là que j'ai réalisé que nous devions être nos propres sources de renseignements si nous voulions survivre à cette situation car il n'y avait aucune communication provenant d'un quelconque palier de gouvernement. Nous étions rivés à nos téléphones intelligents et à nos appareils mobiles. Les rares reportages des médias donnaient une image très fragmentée de ce qui se passait dans notre quartier, mais c'était au moins mieux que rien.»

— Anonyme

«Q : Vous avez dit avoir manifesté parce que vous vous sentiez impuissant et en colère. Aviez-vous aussi peur?

R : Oui, absolument, j'ai eu peur. J'avais peur pour les gens de ma communauté. Mais, je pense qu'à ce moment-là, les gens avaient besoin d'une sorte d'espoir, d'un symbole de résistance ou de quelqu'un qui fasse quelque chose, n'importe quoi.»

— Mat

«Quelques-uns de mes incroyables amis organisateurs du Centretown Helpers Discord ont mis sur pied un fonds de secours pour les travailleurs dans le cadre duquel des milliers de dollars ont été recueillis pour les résidents du centre-ville à qui cet argent a été distribué. Encore une fois, la base a réagi beaucoup plus rapidement que n'importe quel palier de gouvernement.»

— Ro

«Une belle chose qui est ressortie de la catastrophe du convoi, c'est que les voisins se sont soutenus mutuellement et ont noué des liens plus solides. C'est ce que j'ai retenu de plus important. Quand l'enfer se déchaîne, on se rassemble en tant que communauté et on y trouve la sécurité. C'est là que nous avons trouvé la sécurité et l'action. Ça ne venait pas de nos gouvernements et de la police.»

— Judy

«Au cours de nombreuses journées de travail intenses alors que nous nous efforcions de rassembler tous les plaignants, preuves, arguments juridiques et documents nécessaires à l'appui de la demande d'injonction, le stress était incroyable, y compris les inquiétudes croissantes concernant notre propre sécurité. Ce qui était encourageant, cependant, était la façon dont l'aide continuait à venir de coins inattendus. Zexi Li a courageusement accepté d'être la principale plaignante. Des personnes se sont portées volontaires pour remettre en mains propres les avis légaux aux camionneurs. Les résidents ont partagé des conseils, des informations et des preuves. Les commissionnaires effectuaient des patrouilles de sécurité de notre cabinet d'avocats pendant leur temps libre. Des avocats d'Ottawa et de partout au pays ont partagé des conseils et des précédents. Nous n'aurions pas été en mesure de poursuivre l'injonction sans que la communauté se soit unie. »

— Paul Champ

«Comme je devais régulièrement traverser la zone rouge à pied, j'ai pris l'habitude d'enregistrer tout ce que je voyais et de le publier sur mes réseaux sociaux personnels. Au fil du temps, j'ai acquis un public assez important qui comptait sur mes messages pour savoir s'il était sécuritaire pour eux de se rendre au travail et au centre-ville étant donné que les journalistes ne pouvaient pas fournir de séquences. Je recevais beaucoup de commentaires et de messages de la part de résidents, notamment de membres de la communauté LGBT+ comme moi, qui me remerciaient de les tenir informés. »

— Mathew

«Je suis reconnaissante envers Zexi Li, l'homme à la veste bleue et les autres héros d'Ottawa grâce à qui j'ai cru pendant cette période difficile que nous allions nous en sortir. »

— Evelyn

«Au départ, je ne savais pas que j'allais participer à un blocus. Je pensais que j'allais simplement prendre part à une manifestation parce que je devais faire quelque chose. Je ne pouvais pas rester les bras croisés devant l'une des pires injustices dont j'ai été témoin dans ma vie.»

— Paul

« [Au sujet de la bataille du pont Billings] Je pense que c'était plus de mille personnes. Nous sommes restés là toute la journée, c'était la chose la plus organique à laquelle j'ai jamais participé. Ce n'était pas un événement planifié. Il n'y avait pas un seul organisateur. Ce sont des gens qui se sont présentés et qui étaient à un point de rupture par l'inaction du gouvernement, par l'inaction et la complicité de la police dans tout cela. Nous prenons position et disons que ça suffit. Et j'ai vraiment l'impression que c'était le domino qui a tout renversé, qui a conduit à la fin de cette occupation. »

— Andrea

Ce que nous avons entendu

LE CONVOI N'ÉTAIT PAS SANS PARTISANS

La CPO a entendu des résidents d'Ottawa qui étaient en faveur du convoi. En effet, deux audiences ont été consacrées spécifiquement aux partisans du convoi. En outre, deux témoins d'autres séances ont trompé le personnel de la Commission avant leur comparution, en indiquant faussement qu'ils étaient des détracteurs du convoi, car ils croyaient que nous ne serions pas disposés à entendre les partisans du convoi, ce qui n'était pas le cas.

Le mandat de la CPO n'est pas lié à l'opposition au convoi. Nous avons été chargés d'examiner l'impact de ce dernier sur les communautés touchées à Ottawa. Cela inclut non seulement l'impact négatif, mais aussi la possibilité d'un impact positif.

Les partisans ont été invités à concentrer leurs commentaires et leurs soumissions sur la question de l'impact du convoi sur la communauté. Le mandat de la CPO ne s'étend pas aux débats sur la science des vaccins ou la validité du port du masque et d'autres protocoles de santé publique en matière de COVID-19.

Les partisans du convoi ont généralement dit que les deux années de restrictions liées à la COVID-19, précédant l'arrivée du convoi, avaient été très difficiles pour eux. En raison de leur opposition aux vaccins, au port du masque et à d'autres règles, ils ont pu perdre leur emploi, souffrir financièrement, éprouver des difficultés à faire fonctionner leur

entreprise, être obligés de garder leurs enfants à la maison, se voir interdire l'accès à divers événements et établissements publics, ne pas pouvoir effectuer les recherches nécessaires à leur études universitaires ou être éloignés de leur famille, de leurs amis et de leurs voisins. Une partisane du convoi a déclaré qu'elle avait l'impression d'être devenue une paria.

Les partisans du convoi ont dit à la CPO que l'arrivée de ce dernier à Ottawa s'apparentait à une libération et qu'ils étaient réconfortés par le fait qu'un grand nombre de personnes dans la ville exprimaient publiquement des opinions semblables aux leurs. Ils se sont sentis accueillis, après s'être sentis exclus pendant deux ans. Plusieurs partisans du convoi ont décrit l'atmosphère qui régnait au centre-ville d'Ottawa comme étant similaire aux célébrations de la fête du Canada, évoquant par exemple des moments où une foule de personnes chantait spontanément Ô Canada. Ils ont souligné que les enfants étaient les bienvenus et que de nombreuses familles y participaient.

Les partisans du convoi n'étaient généralement pas d'accord avec les affirmations selon lesquelles le convoi avait eu des effets néfastes sur la communauté. Ils ont affirmé que leur expérience du convoi était uniformément festive et inclusive. Ils ont rejeté les suggestions selon lesquelles le ton du convoi était de quelque manière que ce soit agressif, raciste ou violent. Certains ont indiqué qu'ils avaient accueilli des participants au convoi chez eux.

Des préoccupations telles que l'impact des rues impraticables et le retentissement incessant des klaxons ont généralement été rejetées comme des inconvénients ou des désagréments auxquels il faut s'attendre dans le centre-ville de la capitale nationale ou qui sont sans commune mesure avec leurs propres souffrances pendant deux ans de confinement lié à la COVID. Interrogés sur l'impact des drapeaux confédérés et nazis et d'autres bannières et affiches portant des messages racistes ou haineux, les partisans du convoi ont déclaré qu'il s'agissait d'événements exceptionnels qui ne reflétaient pas l'opinion de la majorité des organisateurs et des participants au convoi.

Dans la mesure où quelques partisans du convoi ont reconnu que les conditions ont pu être difficiles pour certains résidents du centre-ville, ils ont généralement insisté sur le fait que la faute n'en revenait pas au convoi mais aux responsables gouvernementaux qui ont imposé le vaccin contre la COVID-19 et le port du masque en premier lieu, et qui ont refusé de rencontrer les chefs du convoi une fois ce dernier arrivé. La plupart des partisans du convoi ont exprimé leur profond désaccord avec l'invocation de la Loi sur les mesures d'urgence et les mesures policières subséquentes qui ont entraîné la dispersion des participants au convoi et le retrait ou le départ des camions du centre-ville.

«J'ai vécu dans la peur pendant deux ans. J'ai été victime de discrimination pendant deux ans et je pense que les camionneurs m'ont libérée de tout cela.»

— Christine

«Le Convoi de la liberté a été la plus grande fierté que j'ai jamais ressentie en tant que Canadienne. Des gens pacifiques se rassemblant, se soutenant mutuellement, s'élevant contre un gouvernement qui a commis des actes si mauvais et criminels contre son peuple.»

— Julia

«Je suis également désolée pour les résidents d'Ottawa dont la vie a été bouleversée pendant les trois semaines qu'a duré le convoi, et dont les maisons ont été remplies de gaz d'échappement et où résonnaient des bruits forts. Je suis vraiment désolée pour tout ça. »

— Stephanie

« Les camions étaient bruyants et il était très difficile de dormir. Des policiers m'ont dit que les klaxons s'arrêtaient habituellement vers 23h et recommençaient vers 6h30. Je sais que cela n'a pas été mentionné dans les médias. Je ne sais pas à quel point c'est vrai parce que je n'étais pas au centre-ville. Mais, c'est ce que les policiers qui avaient passé la nuit là-bas m'ont dit. Je suis sûr que le fait d'avoir des camions garés devant votre immeuble et qui klaxonnent, même pendant le jour, même si ce n'est pas pendant que vous dormez, mais les 18 autres heures de la journée, est un choc lorsque vous êtes assis chez vous. Je suis désolé que tous ces résidents du centre-ville aient été pris entre deux feux, entre le gouvernement et les gens qui ne peuvent pas en discuter. »

— Zachary

«Quand je suis allé au Parlement le jour de l'arrivée des camionneurs, c'était bruyant. Ils m'ont regardé dans les yeux en me disant "tu as de la valeur, tu en as". "Tu ne mérites pas d'être virée et d'être traitée comme une paria". "Je resterai ici jusqu'à ce que quelqu'un vienne nous parler parce que l'injustice est telle que je ne peux pas rester sans rien faire". Je n'ai pas de mots pour vous dire à quel point cela a compté pour moi à ce moment-là, après des mois à me sentir abattue. »

— Stéphanie

«Tout ce que je veux dire, c'est que j'y suis allé presque tous les jours et que ce fut la meilleure expérience de ma vie. Ça m'a donné de l'espoir ! C'était une manifestation pacifique. Tant d'amour, de sourires et d'unité. Une expérience tellement positive. »

— Anne

«Il est difficile de décrire ma participation au Convoi de la liberté au centre-ville d'Ottawa. Un air d'espoir nous entourait. Enfin, des gens qui voulaient simplement être libres de choisir se rassemblaient et se sentaient libres pour la première fois en deux ans. »

— Beth

«Le traumatisme, c'était les mois précédents quand j'ai perdu mon emploi, quand j'ai dû prendre des décisions qui étaient très difficiles pour moi et ma famille. Le convoi a donc fait partie de ma guérison. »

— MBL

«J'ai reçu des câlins, des hot-dogs et du chocolat chaud. J'ai vu des partisans, des enseignants, des agriculteurs, des médecins et des infirmières nettoyer les rues, nourrir les sans-abris et couper gratuitement les cheveux. J'ai vu qu'une voie réservée aux véhicules d'urgence restait ouverte en permanence. On m'a donné des bouchons d'oreilles, gratuitement. Jamais je ne me suis sentie en danger cause du Convoi de la liberté. En fait, j'ai ressenti un sentiment de fierté et d'espoir dans mon pays que je n'avais pas ressenti depuis longtemps. »

— Christine

Réflexions des commissaires

MONIA MAZIGH: INVISIBILITÉ

La première journée d'audiences publiques de la CPO, une résidente d'Ottawa nous a raconté avec émotion son expérience du convoi. Je garde à l'esprit la brève anecdote qu'elle a partagée avec nous.

« Un homme schizophrène vivait dans mon quartier. Le jour, il se promenait et la nuit, il dormait dans le stationnement. Le stationnement était son foyer. Quand le convoi est arrivé, l'homme a disparu ».

J'ai été très émue par cette histoire. Qu'est-il arrivé à cet homme? A-t-il été soutenu par des services de santé mentale pendant ces trois longues semaines? A-t-il été effrayé ou intimidé par le nouvel environnement qui avait « occupé » son quartier? Où est-il?

Je ne saurai probablement jamais ce qui est arrivé à cet homme, pas plus que la femme qui vivait dans son quartier et qui avait l'habitude de le voir tous les jours. Par contre, je sais ce qui m'est arrivé.

Le 13 février 2022, je consultais mon fil Twitter pour tenter de comprendre comment les fonctionnaires municipaux, les policiers et les politiciens géraient « l'occupation d'Ottawa » par des centaines de camionneurs. Un des tweets mentionnait que des résidents étaient sur le point de se joindre à une manifestation près du centre commercial Billings Bridge, à l'angle de la rue Bank et de la promenade Riverside.

J'ai été tentée de me joindre aux manifestants. Ces vingt dernières années, en tant que résidente d'Ottawa, j'ai participé à de nombreuses manifestations dans les rues du centre-ville. Certaines d'entre elles étaient plus tendues que d'autres. Mais, même lorsque des policiers nous suivaient et prenaient des photos, je ne me suis jamais sentie intimidée. Même lorsque nous scandions des slogans de solidarité devant l'ambassade des États-Unis alors que des agents de la GRC nous encerclaient dans leurs voitures de patrouille, je n'ai pas eu peur. Lors d'une de ces manifestations, à quelques pas de la colline du Parlement, près de la flamme du centenaire, je me souviens avoir été choquée de voir les forces de la sécurité du Parlement tenir des fusils militaires et nous fixer. Mais, même cela ne m'a pas empêché de continuer de manifester avec mes concitoyens.

Pourtant, ce jour de février, assise sur le canapé de mon salon et lisant les tweets sur les manifestations, consciente de la présence des camions et envisageant l'idée de me joindre aux manifestants, j'ai eu peur. Et si le foulard que je porte en tant que femme musulmane était interprété par des camionneurs comme une provocation? Et si j'étais agressée physiquement ou verbalement?

Après avoir longuement hésité, j'ai décidé de rester chez moi. Je n'étais pas certaine que je serais en sécurité. Prenant une décision personnelle et difficile, j'ai effacé ma présence du public. Je suis devenue invisible. J'ai délibérément disparu de l'espace public.

Cette notion de « disparition » de l'espace public m'a hanté après que j'ai entendu l'histoire de cet homme schizophrène que sa voisine ne voyait plus.

Que ce soit contre sa volonté pour sa propre sécurité ou que ce soit, comme moi, de son plein gré, le convoi a fait « disparaître », non seulement lui mais littéralement des milliers de personnes, qui ont eu peur de sortir, qui se sont senties comme prises en otage dans leur propre logement ou qui ont décidé d'habiter temporairement avec leur famille ou leurs amis dans d'autres quartiers de la ville.

Même si je ne vis pas dans le centre-ville, la Basse-Ville ou un secteur de la zone rouge, ni dans d'autres quartiers touchés comme Vanier ou Overbrook et même si je me considère comme privilégiée, je ne voulais pas être « visible ». Au fond de moi, j'ai compris que ma présence ne serait pas la bienvenue. Je devais rester chez moi.

L'occupation d'Ottawa a obligé plusieurs résidents à disparaître de l'espace public pour se sentir en sécurité. Mais à quel prix?

Entre la fin septembre et la mi-décembre 2022, j'ai eu le privilège et l'honneur d'entendre de nombreux témoignages de résidents d'Ottawa qui ont été durement touchés par le convoi de camionneurs. Plusieurs de ces témoignages résonnaient avec ce sentiment « d'effacement de soi », de disparition.

Des rues autrefois partagées par des personnes de différents milieux socio-économiques ou divers groupes ethniques ont été peuplées par des personnes qui se sont comportées comme si elles avaient le droit d'occuper les quartiers environnants et d'y vivre sans le consentement ou l'approbation des résidents.

Cette « occupation » a donné lieu à un sentiment d'anarchie. Les résidents nous ont répété qu'ils « ne sortaient pas de leur appartement », qu'ils annulaient leurs rendez-vous médicaux ou qu'ils ne faisaient pas leur promenade quotidienne. S'ils osaient sortir pour

se rendre à l'épicerie pour acheter rapidement du lait ou du pain, ils étaient inévitablement suivis par un groupe de manifestants, à pied ou au volant de leurs terrifiants camions, qui se moquaient d'eux parce qu'ils portaient des masques ou qui leur faisaient peur en roulant à toute vitesse, dangereusement. Je me souviens d'un résident qui nous a dit « on avait l'impression que l'endroit leur appartenait », faisant référence aux manifestants qui ont passé trois semaines à occuper les rues, à allumer des feux dangereux, à boire à toute heure du jour, à déféquer et à uriner dans la neige et sur des propriétés privées (même sur le Monument commémoratif de la guerre).

Les conséquences « habituelles » de ces comportements inacceptables et odieux n'ont été appliquées par aucun niveau de police, ni par la Police d'Ottawa, ni par la Police provinciale de l'Ontario, ni par la GRC. Les attentes civiques qu'on nous a inculquées en grandissant, concernant le respect des lois, le partage de l'espace public et le respect des autres ont disparu. Ces normes ont également disparu. Pire encore, des résidents qui tentaient de joindre des institutions comme le Service de police d'Ottawa, des agents des règlements municipaux ou des politiciens, recevaient rarement une réponse ou de l'aide. Ils se sont très rarement sentis entendus.

L'occupation par le convoi n'a pas seulement eu d'énormes répercussions sur les personnes vivant et travaillant dans ces quartiers du centre. Les entreprises en ont aussi subi les conséquences. Mathieu Fleury, ancien conseiller municipal du quartier Rideau-Vanier a mentionné le fait que le Centre Rideau, un centre commercial emblématique d'Ottawa qui est habituellement ouvert à l'année longue, a dû être fermé pendant toute la durée de l'occupation. Cette fermeture forcée a fait « disparaître » de la ville les nombreux employés, acheteurs et visiteurs du Centre, et même les « sans-abris » qui comptent sur lui pour s'y réchauffer et socialiser.

Ce que j'ai d'abord cru être un impact personnel, dû à ma propre visibilité, qui m'a empêché de me joindre à la manifestation du pont Billings, était en fait la norme pour d'innombrables résidents d'Ottawa qui sont devenus « invisibles » du jour au lendemain, tout cela parce qu'un autre groupe de Canadiens a décidé qu'il méritait d'être vu et entendu haut et fort avec des klaxons émettant un bruit de l'ordre de 100 à 150 décibels.

Cette expérience suscite de nombreuses questions. Comment pouvons-nous vivre dans une démocratie et accepter les opinions et les points de vue divergents sans porter atteinte aux droits de chacun? Qu'est-ce qui doit être considéré comme un « état d'urgence » tel que la ville d'Ottawa mette en œuvre son plan de préparation aux situations d'urgence, comme elle le fait normalement en cas d'inondation ou d'autres catastrophes naturelles? Qu'est-ce qui constitue une « manifestation pacifique » et qu'est-ce qui constitue un trouble de l'ordre public? Comment pouvons-nous nous assurer que nos fonctionnaires municipaux communiquent efficacement avec les services de police et avec les résidents touchés? Et enfin, dans la région de la capitale d'une fédération, comme Ottawa, comment pouvons-nous assurer que les organismes concernés collaborent pour protéger le droit « raisonnable » des manifestants tout en faisant respecter celui des résidents de vivre librement et pacifiquement?

Ce sont des questions fondamentales et cruciales auxquelles notre rapport tentera de répondre. Je continue à réfléchir à ces questions, en gardant à l'esprit ce que nous avons entendu de ceux qui l'ont vécu de première main. Nous formulerons des recommandations fondées sur la sagesse et l'expérience des résidents du centre-ville, dans l'espoir d'empêcher que des manifestations et des événements similaires ne dégénèrent de la même manière, en maintenant des milliers de résidents invisibles, emprisonnés et piégés dans leurs propres domiciles.

Réflexions des commissaires

ALEX NEVE: L'ABANDON DES DROITS DE LA PERSONNE

Nous ne comptons pas. Nous avons été abandonnés.

C'est probablement le sentiment le plus courant que nous avons entendu, encore et encore, au cours de ces mois d'audiences et de consultations communautaires. Abandonné. Je ne pourrais pas compter le nombre de fois que cela a été mentionné.

C'est ce que nous ont dit les résidents du centre-ville, de la Basse-Ville, de Vanier et d'Overbrook. C'est ce que nous ont dit les commerçants du centre-ville. C'est ce que nous ont dit les conseillers municipaux qui les représentaient.

À chaque fois, j'ai été frappé par la profondeur de ce sentiment qui témoigne d'un manquement aux droits de la personne. Au cours de plus de trente ans de recherche de première ligne sur les droits de la personne que j'ai menées au Canada et dans le monde entier, ce sentiment angoissé et brut d'abandon est ce que j'ai entendu universellement exprimer, alors que j'enquêtai sur les emprisonnements injustes, les déplacements forcés, les conflits armés, la discrimination, l'inégalité, la torture et d'autres violations des droits de la personne.

Cela n'a rien de surprenant. Après tout, cela va vraiment au cœur des droits de la personne qui sont, au fond, le reflet de la dignité humaine. Voir ses droits être reconnus et respectés, c'est se sentir reconnu et respecté. C'est se sentir digne et inclus. Voir ses droits bafoués et violés, c'est se sentir méprisé et rejeté. C'est se sentir dépouillé de sa dignité. C'est se sentir absolument abandonné.

C'est certainement le cas lorsque ce sont les autorités elles-mêmes qui violent les droits de la personne. Peut-on trouver un exemple plus flagrant de mépris de la dignité humaine et d'abandon? C'est tout aussi vrai lorsque les abus sont commis par des groupes privés et des individus, et que les autorités ne s'en soucient guère ou ne font pas assez d'efforts pour assurer la protection. Dans les deux cas, l'État est responsable du respect des droits de la personne. Dans les deux cas, s'il ne le fait pas, il abandonne impitoyablement les personnes et les communautés à leur sort.

C'est un sombre constat que de savoir que des milliers de personnes, à seulement 15 minutes de marche de chez moi, ne se sont pas seulement senties mais ont vraiment été complètement abandonnées, face à ce qui a été pour beaucoup d'entre elles l'expérience la plus perturbante, menaçante et effrayante de leur vie. Abandonnées par la police, par le gouvernement, par les fonctionnaires et, dans un sens, abandonnées par la société en général.

D'une certaine manière, pour beaucoup de gens, être abandonnés a été plus pénible et bouleversant que les méfaits et la violence du convoi lui-même. C'était inimaginable.

Les gens n'ont pas été abandonnés parce qu'ils n'ont pas cherché de l'aide et du soutien. Ils n'ont pas été abandonnés parce qu'ils sont restés silencieux et qu'ils étaient en quelque sorte complaisants.

Loin de là.

Ils ont approché à maintes reprises la police et des agents des règlements municipaux dans la rue. Ils ont déposé plusieurs plaintes pour harcèlement, agression et problèmes de sécurité publique par téléphone, en ligne et en se rendant directement au poste de police. Ils ont utilisé les réseaux sociaux et ont été interviewés par des journalistes. Ils ont organisé leurs propres manifestations ou contre-manifestations publiques. Ils ont imploré l'aide de leurs élus municipaux, provinciaux et fédéraux. Ils ont téléphoné aux agences de services sociaux sur lesquelles ils comptent habituellement pour obtenir du soutien. Ils se sont tournés les uns vers les autres, surtout lorsqu'il est devenu évident que les autorités n'allaient pas leur venir en aide.

Quelques fonctionnaires ont tenu compte de ces appels urgents. C'est notamment le cas des conseillers municipaux du centre-ville de l'époque, en particulier Catherine McKenney et Mathieu Fleury. Certaines agences sont vaillamment restées ouvertes et ont fait de leur mieux pour apporter leur aide.

Mais, dans l'immense majorité, presque universellement, ces demandes d'aide et ces appels à l'action ont été vains et ont été ignorés, abandonnant à son sort une communauté de milliers de personnes, résidents et propriétaires d'entreprises.

J'ai été frappé par l'exemple que nous a décrit Michelle Hurtubise, directrice générale du Centre de santé communautaire du Centre-ville, de la réponse stupéfiante qu'elle a reçue à une demande impérieuse d'aide policière. Le Centre organisait une importante clinique de vaccination contre la COVID pour les enfants âgés de 5 à 12 ans, le deuxième samedi de l'occupation. Cependant, à l'approche de ce samedi matin, les participants au convoi s'étaient installés dans la rue et sur le trottoir devant le Centre, où ils avaient garé leurs véhicules, allumé un feu à ciel ouvert avec des réservoirs de propane à proximité et bu de la bière.

Inquiète à juste titre des problèmes de sécurité évidents, avec des dizaines de jeunes enfants qui allaient bientôt arriver, Michelle a passé un coup de fil

pour demander à la police d'intervenir. Sa demande a été inexplicablement rejetée et on lui a répondu que, le Centre étant situé dans la zone rouge, la police n'interviendrait pas. Cette position absurde semble être que les personnes les plus susceptibles d'avoir besoin d'aide sont celles qui en sont expressément exclues, en raison de la géographie. Abandonné. Ce n'est qu'après que Michelle se soit exprimée sur son compte Twitter personnel que la police, probablement gênée, a envoyé quelqu'un pour l'aider.

Si des dizaines d'enfants pouvaient être abandonnés, qui pouvait compter sur une protection?

L'expérience du Centre de santé communautaire du Centre-ville fut la même pour de nombreuses autres personnes et organisations qui ont demandé de l'aide à la police ou aux bureaux des règlements municipaux, et ce à plusieurs reprises, notamment lorsqu'elles avaient été agressées ou menacées. La réponse était toujours la même, à savoir la police attendait ses ordres, était en attente, se contentait d'observer et ne voulait pas risquer de provoquer les participants au convoi et d'envenimer la situation. Tout cela sur fond de rapports faisant état que des camionneurs avaient été dirigés et même escortés par la police vers le centre-ville et que certains policiers conversaient, riaient et même prenaient des autoportraits avec des participants au convoi.

Nous avons organisé des séances ciblées avec des résidents manifestement très vulnérables de divers immeubles d'habitation et de condominiums situés au cœur même de la section occupée du centre-ville. Beaucoup étaient des personnes âgées, à mobilité réduite. Un grand nombre d'entre elles étaient en situation de handicap et avaient du mal à faire leurs courses, à remplir leurs ordonnances et à utiliser les transports accessibles. Beaucoup de résidents du centre-ville et de Vanier sont des personnes racisées ou issues de la communauté 2SLGBTQIA+, et bien sûr, près de la moitié des résidents de la région sont des femmes. Ils couraient tous un plus grand risque d'être la cible de harcèlement et d'abus de la part de certains participants au convoi.

Nous leur avons demandé s'ils avaient eu des nouvelles proactives de la police? Des agents de la police communautaire avaient-ils pris contact avec eux pour s'assurer qu'ils étaient en sécurité et pour leur demander s'ils avaient des besoins urgents en matière de sécurité? Nous avons continué à poser la question, espérant peut-être que quelqu'un décrirait une expérience positive. Personne ne l'a fait. Tous ont parlé d'être abandonnés parce qu'ils ne comptaient manifestement pas assez pour les autorités.

Je suis absolument conscient et j'accepte que l'occupation par le convoi ait présenté à la police et au gouvernement des défis complexes et uniques. Cependant, aussi compliqués ou uniques soient-ils, il n'y a aucune excuse pour négliger les responsabilités en matière de droits de la personne. En fait, c'est précisément dans ces moments-là qu'un tel engagement est plus important que jamais.

Ce qui m'est apparu avec une évidence désolante, c'est que les droits de la personne n'ont tout simplement pas été pris en compte lors de l'élaboration et de la mise en œuvre des plans visant à anticiper, à répondre et à résoudre la crise du convoi.

Lorsque les responsables abandonnent les droits de la personne, ils abandonnent les gens. J'ai entendu, vu et documenté cet abandon dans des communautés du monde entier. Ce n'est jamais compréhensible et certainement jamais acceptable, où que ce soit et certainement pas à Ottawa.

Réflexions des commissaires

DEBBIE OWUSU-AKYEEAH: HYPOCRISIE

Ayant vécu à Ottawa pendant plus d'une décennie, je me suis habitué aux divers stéréotypes de notre bien-aimée «ville gouvernementale». Des stéréotypes selon lesquels il s'agit d'une ville tranquille, très individualiste et qui manque d'imagination, ce qui pousse souvent les jeunes, les créatifs et les militants à déménager vers d'autres villes. De l'extérieur, il peut être difficile d'imaginer que la centralité sur la communauté fasse partie de la culture ici - et encore moins en temps de crise.

En repensant à la multitude d'histoires que nous avons entendues au cours de la première phase de la Commission populaire d'Ottawa, je ne peux m'empêcher de réfléchir aux nombreux témoignages de résidents au sujet de l'hypocrisie dont ils ont été témoins de la part des décideurs. Mais aussi, la réponse directe ou indirecte des résidents d'Ottawa à l'hypocrisie en montrant TANT de façons que la communauté assure la sécurité des gens - même dans notre paisible ville gouvernementale.

« Alors que le 'convoi' s'installait au centre-ville d'Ottawa, il était difficile de ne pas remarquer les différences troublantes dans la façon dont la police accueillait ces "manifestants" et la rapidité militarisée des réponses de la police aux manifestations dirigées par les NAPDC³ et à la manière conflictuelle de la GRC dans leur approche aux défenseurs des territoires, y compris la Première Nation Wet'suwet'en.»

Lorsque j'ai observé ma réaction initiale à l'occupation, je n'ai pas pu m'empêcher de m'arrêter et de penser à la différence frappante entre la réponse des décideurs municipaux (en particulier notre maire et les services de police d'Ottawa) à ce qui était une « manifestation » et les nombreuses actions auxquelles j'ai participé dans cette ville et même aidé à organiser. Des actions auxquelles d'autres jeunes Noirs, Autochtones et autres personnes marginalisées ont participé. Il n'y a pas si longtemps, nous avons été témoins de la réponse du Service de police d'Ottawa aux organisateurs noirs et autochtones qui, par coïncidence, manifestaient contre la brutalité policière en fermant l'avenue Laurier lors d'un sit-in. Pas pour un mois, mais pour quelques heures. Il y a eu une perturbation plus

³ Noirs, Autochtones et Personnes de couleur.

directe et agressive de cette forme de dissidence par la SPO par rapport à ce qui a été observé pendant l'occupation en février. C'est l'un des NOMBREUX cas où cette forme de dissidence rencontre plus de force policière brutale. Le fait que cet exemple, mais aussi le commentaire général sur la façon dont cette ville traite les différentes formes de dissidence, ait été mentionné si fréquemment dans les histoires que nous avons entendues montre qu'il existe un sentiment collectif et une compréhension plus profonde que ces institutions nous font défaut intentionnellement et à dessein.

Je pense qu'il est important de faire le lien entre l'hypocrisie et la réponse des communautés à celle-ci. C'était un thème commun avec beaucoup à débattre.

« Cela ne vous échappe pas quelles sont leurs politiques et quelles sont les croyances qui y sont associées. »

Nous avons entendu tant de résidents d'horizons différents. Ce qui ressort clairement de leurs récits, c'est que l'occupation a un impact différent sur les gens en fonction de leur situation sociale. Ce que nous avons entendu et ce rapport expliquent comment ces histoires se connectent.

Par exemple, les groupes de discussion avec les membres des communautés 2SLGBTQIA+ d'Ottawa. En tant que personne queer moi-même, je me sentais vraiment connectée avec les gens qui partageaient leurs points de vue car ils résonnaient si étroitement avec les miens. Nous avons entendu des histoires et des analyses de personnes 2SLGBTQIA+, en particulier celles qui surveillaient déjà la rhétorique et l'idéologie qui ont pu entourer l'occupation. Des gens qui ont eu une longueur d'avance même sur nos décideurs en ce qui concerne les renseignements et le discours idéologique qui ont entouré l'occupation. Les membres de la communauté allosexuel.le et trans étaient à l'avant-garde de la documentation et du partage en ligne. Il était très important d'entendre

comment les personnes allosexuel.les et trans ont réagi à l'hypocrisie et à l'inaction dont elles ont été témoins, en plus de l'homophobie et de la transphobie qui ont imprégné tout au long de l'occupation, avec une réponse communautaire et de l'aide mutuelle.

« Les personnes handicapées se font dire que leurs vies n'ont pas d'importance. »

Cela me ramène également à la séance que nous avons eue avec des membres de la communauté en situation d'handicap. Une session qui m'impactera à jamais lorsque je regarderai en arrière et que je penserai à la façon dont l'occupation - semblablement à la pandémie - a ouvert le rideau sur les problèmes systémiques et les barrières qui existent déjà dans notre ville. Là où les personnes les plus marginalisées, touchées par des obstacles physiques à l'accès et des problèmes de santé, nécessitaient une attention, une prestation de services et des informations spécifiques. Ils ont été abandonnés d'une manière spécifique qui montre à quel point nos institutions municipales sont conçues pour être intentionnellement capacitistes. Cela a forcé ces membres de la communauté qui navigaient leurs défis spécifiques d'accès et d'obstacles, amplifiés par l'occupation physique de la ville, à soutenir d'autres personnes handicapées à obtenir de la nourriture et du soutien psychologique. Tout en faisant l'expérience de, comme nous l'a confié un habitant, « l'intensification de la violence législative contre les personnes handicapées ». C'est pourquoi après cette session, j'ai partagé publiquement que quiconque se présentait aux élections municipales à l'époque prête une attention particulière aux témoignages enregistrés de ces incroyables résidents. Il y avait tellement de leçons politiques fondamentales à tirer sur la façon dont nous devrions réagir et comment nous nous soucions des personnes les plus vulnérables de nos communautés en temps de crise.

« Je ne leur pardonnerai jamais. »

Nous avons entendu de la part de Paul Champ, un avocat spécialisé dans les droits de la personne dont le cabinet représente les résidents du centre-ville dans le cadre du recours collectif du Convoi de la liberté. J'ai été choquée de voir à quel point son récit était émouvant. Je ressens encore de la tristesse et de la colère quand j'y repense. Il a partagé une histoire de mobilisation non seulement locale, mais également transnationale, d'informations et de soutien pour répondre à l'inaction et à l'hypocrisie des responsables municipaux. De la soumission d'histoires déchirantes de résidents d'Ottawa qui ont alimenté l'urgence aux avocats jusqu'en Alberta offrant du temps pour fournir des recherches juridiques - les communautés se sont réunies de tant de façons différentes pour se soutenir mutuellement en répondant collectivement à ce qui passait et ce qui ne se passaient pas pendant l'occupation.

Ce qui m'a choqué dans son récit, c'est ce que j'ai personnellement appelé mon moment « ah-ha » : tout le travail que Paul et son équipe ont fait pour obtenir une injonction pour mettre fin aux klaxons a été accueilli avec rancune par les fonctionnaires de la Ville d'Ottawa. En réalité, cela a montré davantage de déconnexion entre les responsables de la ville et les résidents, intentionnellement motivée par ceux qui détiennent le pouvoir politique. La Ville a exclu l'équipe de Paul des premières étapes du processus judiciaire et a agi à contre-courant en retenant des informations. C'était comme si la ville, incrédule, se sentait en concurrence avec la communauté. Cette rancune qui vise les leaders communautaires et les groupes qui, par leur activisme, tiennent un miroir aux décideurs municipaux n'est pas nouvelle. C'est un modèle que j'ai vu maintes et maintes fois. Il étouffe l'action positive pour la communauté et est motivé par une culture toxique qui existe « au sommet » de la prise de décision à Ottawa. C'est ce qui m'a surpris : si un avocat blanc respecté peut recevoir

le même dédain et la même rancune vécus par d'autres dirigeants communautaires progressistes et marginalisés de cette ville, qu'est-ce que cela dit sur la volonté de la ville d'apprendre des erreurs de février 2022 ?

Ottawa est absolument axée sur la communauté, résiliente et passionnée par l'entraide - et oui, tout en vivant dans une «ville gouvernementale». Les histoires de l'occupation ont révélé tant de choses sur le pouvoir de la mémoire collective, et que nous pouvons informer le changement à travers nos histoires et notre pouvoir collectif. Ce qu'il faut, ce que ce processus et le rapport final permettront, espérons-le, c'est que la responsabilité au sommet corresponde à la passion des gens.

Les élus et les hauts fonctionnaires municipaux doivent reconnaître que les résidents d'Ottawa ne sont ni leurs ennemis ni leurs concurrents. Ils ne sont ni une nuisance ni un inconvénient. Ils sont au service des habitants et des électeurs. Lorsque les décideurs traitent avec mépris les citoyens qui travaillent pour améliorer leur ville, nous obtenons l'échec total du leadership dont nous avons été témoins pendant l'occupation du convoi.

En reflétant sur cela, je ne peux m'empêcher de penser aux opportunités qui s'offrent maintenant à notre conseil municipal et à notre maire nouvellement élus. Quel est l'engagement envers un véritable changement culturel avec la nouvelle direction alors que, lors de l'élection, beaucoup trop de citoyens ont été traités comme des ennemis ? Une façon de mesurer cela sera par la réponse aux recommandations qui sortiront de cette Commission populaire.

Le temps et beaucoup de plaidoyer le diront. Je suis prudemment optimiste.

Réflexions des commissaires

LEILANI FARHA: OCCUPATION

L'une des choses que j'aime à Ottawa est l'amabilité générale des gens qui y vivent. Vous faites la queue à l'épicerie et tout à coup vous échangez vos pseudonymes sur les réseaux sociaux avec la personne devant vous ; vous avez une urgence domestique et les repas commencent à arriver à votre porte. J'ai élu domicile dans quelques villes dans ma vie, et je dirais qu'Ottawa est à peu près sans précédent à cet égard⁴. Les manifestations – qui sont courantes ici – n'ont jamais perturbé cela pour moi. Jusqu'au samedi 29 janvier 2022, date à laquelle le convoi de camionneurs est arrivé.

Presque immédiatement, la ville s'est sentie résolument différente pour moi, même dans les premiers jours où ma seule exposition à la manifestation était via les médias sociaux, le klaxon entendu de loin et les émanations putrides sur la promenade des Outaouais, près de chez moi. Cela peut sembler bizarre de dire qu'il y avait soudainement une « ambiance » différente, mais il y avait soudainement une ambiance différente, même dans mon quartier. L'hostilité, la colère, la violence et les divisions se sont superposées à la ville dans son ensemble. La convivialité facile était en quelque

sorte tempérée. Les conversations spontanées avec des étrangers qui se produisent invariablement, sont devenues contraintes, un peu mal à l'aise – de quel côté sont-ils ? Soutiennent-ils le convoi ou s'y opposent-ils ?

Après environ une semaine, l'ambiance s'est transformée en une réalité quotidienne, l'hostilité et la colère dans les rues de notre ville devenant une caractéristique bien ancrée et les médias, les responsables gouvernementaux et les résidents locaux qualifiant la manifestation des camionneurs d'"occupation". Cela a attiré mon attention. Je suis une avocate arabo-canadienne des droits de l'homme ayant un lien profond avec la Palestine, et j'ai passé une grande partie de ma vie personnelle et professionnelle à réfléchir et à plaider contre l'occupation. J'ai visité plusieurs fois les Territoires palestiniens occupés – l'un des rares endroits occupés de la planète. Quand « occupation » a été utilisé pour décrire ce qui se passait à Ottawa, j'avoue que j'étais sceptique. J'ai vu de près l'occupation impitoyable de la Cisjordanie et de Gaza par Israël : la prise de contrôle des rues par les forces d'occupation ; l'érection de postes de contrôle aux principaux points de passage interdisant les déplacements et séparant une partie d'une région d'une autre ;

⁴ Je reconnais que ce n'est peut-être pas l'expérience de tout le monde à Ottawa, surtout pas pour les membres de groupes défavorisés et marginalisés, y compris les Autochtones, les personnes issues de communautés racisées, les personnes vivant dans l'itinérance et la pauvreté, les personnes de la communauté 2SLGBTQIA+, des groupes particuliers de femmes, les migrants, les personnes de couleur, etc.

menaces physiques et humiliation de la population locale par les forces d'occupation ; la fermeture des commerces et des activités économiques et autres entraves à la vie quotidienne et violations des droits fondamentaux de la population locale tels que l'accès à la nourriture, aux médicaments, aux soins de santé, à l'éducation et aux aides sociales ; la disparition de personnes; et une atmosphère énervée - qu'à tout moment la situation pourrait s'aggraver et des dommages réels pourraient être perpétrés par les occupants contre les occupés.

Je suis attentive à ne pas faire de fausses comparaisons ou à exagérer les similitudes entre ce que les Palestiniens souffrent et ce qui est arrivé aux résidents d'Ottawa pendant le convoi l'année dernière. La situation dans les Territoires palestiniens occupés est une occupation de plus de 55 ans avec de graves implications pour le droit international humanitaire et les droits de la personne.

Cela étant dit, ayant visité le centre-ville à plusieurs reprises pendant la «manifestation» et avoir écouté de nombreux témoignages à la Commission populaire d'Ottawa, «l'occupation» n'est pas une description déraisonnable de ce qui s'est déroulé pendant trois semaines dans la capitale nationale.

Les témoignages aux audiences de l'OPC ont révélé certaines caractéristiques d'une «occupation», en particulier pour ceux qui vivent dans la «zone rouge», et pour d'autres aussi.

La prise de contrôle d'un espace. Nous avons entendu que les artères principales du centre-ville, ainsi que de nombreuses rues résidentielles, ont été complètement envahies par les camions et leurs propriétaires qui avaient non seulement déplacé leurs véhicules dans le secteur, mais avaient installé des foires alimentaires et des feux à ciel ouvert aux coins des rues.

Le contrôle du mouvement. Beaucoup ont témoigné que la mobilité vers et à l'intérieur de la zone rouge était presque impossible, les camions bloquant même les entrées de stationnement des immeubles d'habitation, et que les transports en commun - y

compris pour les personnes handicapées - vers le centre-ville avaient été suspendus.

L'intimidation et la violence, en particulier des personnes déjà vulnérables. Des camions et des camionneurs se trouvaient aux intersections, dans les rues et dans les magasins, intimidant les résidents locaux, notamment par des commentaires haineux et menaçants, et des actes de violence, en particulier contre ceux qui portaient des masques et ceux qui pouvaient être identifiés comme appartenant à des groupes marginalisés.

Fermetures. Les magasins ont été contraints de fermer, certains pendant les trois semaines entières. Là où ils sont restés ouverts, les travailleurs ont déclaré avoir été intimidés et harcelés par les membres du convoi.

Entraves importantes à la vie quotidienne et violations des droits socio-économiques. Nous avons entendu d'innombrables rapports d'entraves à la vie quotidienne. Certains ont déclaré avoir du mal à se rendre à leurs rendez-vous médicaux, d'autres ont été retenus en otage dans leurs bâtiments, effrayés ou incapables de partir, et n'ont donc pas pu accéder aux médicaments nécessaires, ni même à la nourriture pour eux-mêmes et leurs animaux de compagnie. Les résidents à faible revenu vivant à l'extérieur du centre-ville, y compris à Vanier, ne pouvaient pas se rendre aux trois centres d'accueil de la ville, qui se trouvent tous dans la zone rouge, les empêchant d'accéder aux soutiens sociaux nécessaires, y compris les repas quotidiens dont ils dépendent pour survivre.

Disparitions. Nous avons appris que des membres de la population itinérante sans abri d'Ottawa ont été déplacés des lieux publics où ils résident et certains n'ont pas été revus depuis.

Menaces constante de violence. Nous avons entendu à plusieurs reprises qu'au sein de la zone rouge, les habitants et ceux qui y travaillaient ressentaient de l'anxiété et avaient un sentiment constant de malaise, que la violence et plus d'anarchie pouvaient éclater à tout moment. Beaucoup se demandaient et s'inquiétaient chaque fois qu'ils

sortaient de chez eux, « qu'y a-t-il dans ces camions », « qu'y a-t-il dans ces jerrycans ».

L'idée que des représentants du gouvernement et de la police permettraient qu'Ottawa soit occupée de cette façon est stupéfiante.

Encore plus étonnant, peut-être, c'est qu'à aucun moment des représentants du gouvernement, à l'exception de deux ou trois conseillers municipaux, n'ont pris la peine de s'enquérir et encore moins de répondre aux besoins des résidents ordinaires d'Ottawa pris entre deux feux.

Dans quelle mesure aurait-il été difficile pour les représentants du gouvernement de cartographier le centre-ville afin d'identifier les groupes marginalisés qui pourraient y vivre et d'élaborer un plan de protection ; déterminer quels services communautaires sont situés dans la zone rouge et créer un plan pour s'assurer qu'ils pourraient être accessibles; d'assurer l'accès aux transports pour que les habitants de la zone rouge puissent se rendre aux rendez-vous médicaux et faire leurs épiceries?

L'approche inflexible de tous les ordres de gouvernement et de la police pour protéger le droit à la liberté d'expression des manifestants du convoi, qui a atteint des sommets absurdes, contraste fortement avec l'échec total des gouvernements à garantir que les droits sociaux et économiques fondamentaux des résidents locaux – en particulier les groupes marginalisés – étaient assurés. Il s'agissait d'une abdication complète des obligations internationales des gouvernements en matière de droits humains socio-économiques.

Malheureusement, de mon point de vue, c'est la politique du gouvernement qui se répète.

Ainsi, comme c'est souvent le cas dans le contexte canadien, ce sont des actes de charité individuels et ponctuels qui ont comblé certaines des lacunes créées par l'échec des gouvernements en matière

de leurs obligations de droits de la personne envers les résidents d'Ottawa. Nous avons entendu de nombreuses histoires sur la façon dont, dans le vide du soutien social par tous les niveaux de gouvernement, des voisins et des amis se sont soutenus et des étrangers ont prêté main forte. Un réseau alimentaire bénévole a été créé pour s'assurer que ceux qui ne pouvaient pas se rendre à une épicerie aient assez à manger; des amis et des membres de la famille en dehors de la « zone rouge » ont offert à ceux qui étaient coincés dans le centre-ville un autre logement; des groupes de marche sécuritaire dirigés par des résidents ont été créés pour aider les gens à se rendre à leurs rendez-vous et à acheter des fournitures.

Ces actes de gentillesse rétablissent mon sentiment d'« Ottawa amical ». Mais ils ne font pas grand-chose pour restaurer ma confiance en nos responsables gouvernementaux pour faire ce que les gouvernements sont censés faire : assurer le bien-être humain et les droits humains fondamentaux, surtout en temps de crise.

Conclusions

En l'espace de quatre mois, la CPO a entendu plus de 200 personnes, par le biais de témoignages publics, de consultations communautaires, de réunions privées et de soumissions écrites. Nous sommes reconnaissants et nous apprécions les précieux commentaires que nous avons reçus. Nous sommes conscients que l'espace public pour discuter du convoi, de la santé publique et d'autres questions liées au convoi, peut souvent être exceptionnellement polarisé et toxique. Il n'est donc pas exagéré de dire qu'il est courageux de s'exprimer dans ce contexte.

La première partie de notre rapport final est une compilation de ce que nous ont dit les résidents d'Ottawa, organisée en quatre grands thèmes qui ont émergé, ainsi que les réflexions des quatre commissaires. La deuxième partie prendra appui sur ces éléments et présentera une analyse plus approfondie de ce que nous avons entendu et des recommandations pour l'avenir.

Les commissaires ont identifié un certain nombre de thèmes récurrents dans ce que nous avons entendu, menant à des conclusions initiales qui seront explorées plus en détail dans la deuxième partie de notre rapport. Ces conclusions sont au nombre de quatre, soit :

- Le convoi était bel et bien une **occupation** du centre-ville d'Ottawa, ce qui le distingue de manifestations conventionnelles qui sont monnaie courante dans la ville. La manifestation s'est déroulée au mépris et dans le non-respect
- des chefs et des protocoles des Premières nations locales, sur des terres et un territoire qui n'ont jamais été cédés ou abandonnés. Cette caractérisation du convoi comme une occupation a des implications sur la façon dont il aurait dû être géré dès le départ et sur la manière dont les conséquences pour les résidents, les travailleurs et les propriétaires d'entreprises du centre d'Ottawa auraient dû être comprises et traitées.
- Le convoi était incontestablement **violent**. Il ne s'agissait pas d'un événement pacifique, ou principalement pacifique, comme on l'a souvent affirmé. La stratégie consistant à avoir recours à de gros camions pour bloquer les rues et à faire retentir les klaxons sans arrêt à des niveaux de décibels nocifs était un fondement violent de toute l'expérience. Les participants au convoi ont agressé et accosté des résidents qui portaient des masques. Ils les ont menacés et insultés avec des railleries racistes, misogynes, homophobes, transphobes et autres. Ils ont déployé des drapeaux, des bannières et des affiches antisémites et racistes. Ces comportements ainsi que d'autres activités similaires constituent des actes de violence. Une atmosphère omniprésente de haine, de colère et de peur que surviennent un accident de camion, une explosion de propane ou un autre événement catastrophique, a ajouté à la violence.
- Les résidents du centre-ville, de la Basse-Ville, de Vanier et d'Overbrook ont été indéniablement

abandonnés par la police et le gouvernement. Au milieu d'une stratégie qui semblait conçue pour offrir une marge de manœuvre maximale au convoi et qui visait à éviter toute confrontation avec les participants au convoi, la police et les agents des règlements municipaux ont pour ainsi dire cessé d'appliquer la loi et ce pendant plusieurs semaines. Dans le même temps, les résidents et les propriétaires d'entreprises n'ont reçu que peu ou pas d'informations sur les conditions sur le terrain et les plans de résolution de la crise. Cette situation contraste fortement avec les mesures d'application de la loi rapides et souvent agressives qui caractérisent les réactions de la police à d'autres manifestations perturbatrices, mais pacifiques, et avec la grande communication entre la police et le gouvernement pendant d'autres crises ou d'événements publics perturbateurs à grande échelle.

- En l'absence de protection policière et d'application des règlements municipaux, et face à l'annulation ou à la réduction spectaculaire de nombreux services et programmes publics essentiels, **la communauté s'est mobilisée** pour répondre aux préoccupations fondamentales en matière de sécurité et pour aider les membres vulnérables de la communauté à accéder à la nourriture, aux fournitures médicales et à d'autres produits de première nécessité.

La Commission a également reçu des témoignages de résidents d'Ottawa qui ont accueilli le convoi et y ont même participé. Après s'être sentis ostracisés pendant deux ans en raison de leur opposition au vaccin contre la COVID-19, au port du masque et à d'autres protocoles en matière de santé publique, l'arrivée du convoi leur a remonté le moral. Même si leurs points de vue et leur expérience étaient clairement minoritaires, leur contribution est reflétée dans la première partie de notre rapport et sera examinée plus en détail dans la deuxième partie.

Notre conclusion selon laquelle les résidents du centre-ville d'Ottawa ont été abandonnés par la police et le gouvernement face à une occupation violente de

leur quartier, nécessitant une mobilisation au niveau communautaire pour traiter les préoccupations en matière de sécurité et pourvoir aux besoins de base, nous amène à convenir que le convoi et la réponse au convoi représentent **un échec manifeste en matière de droits de la personne**.

Nous avons entendu parler de ce manquement aux droits de la personne qui sont attribuables aux trois paliers de gouvernement, à savoir municipal, provincial et fédéral, et qui s'étendent à la fois à la police et aux fonctionnaires. Il est évident que l'absence de clarté des rôles et l'inefficacité de la coordination entre les gouvernements et les forces de l'ordre ont contribué de manière significative à cette violation des droits de la personne. Les résidents et les propriétaires d'entreprise ont été témoins de cette incohérence et en ont subi les conséquences. Le cadre applicable en matière de droits de la personne et les recommandations connexes visant à garantir un plus grand respect des obligations en matière de droits de la personne par les gouvernements et la police à l'avenir seront examinés dans la deuxième partie de notre rapport.

La Commission populaire est, en bout de ligne, de et pour les résidents d'Ottawa. Les travaux de la CPO n'ont été possibles que grâce à leur apport à cette importante initiative. Cela comprend le travail formidable de notre personnel, les énormes contributions de notre Comité directeur et d'autres bénévoles, la générosité des donateurs et des partisans, l'aide des partenaires communautaires et, surtout, le courage de tous ceux qui ont accepté de partager leurs points de vue et leur expérience. Nous sommes particulièrement reconnaissants du rôle joué par le Centre de santé communautaire du Centre-ville, qui a adopté la CPO en tant que programme et qui a grandement amélioré notre travail.

C'est avec honneur et humilité que les commissaires ont écouté les membres de la communauté parler de l'impact du convoi sur leurs vies et leurs moyens de subsistance. Nous sommes profondément reconnaissants à tous ceux grâce à qui cela a été possible.